

Conférence
mondiale
ouverte

Nous continuons ici la publication des documents votés par la Conférence mondiale ouverte pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale, réalisée en décembre 1980, avec la *Résolution politique* et les résolutions sur le Nicaragua et la Pologne.

Résolution
politique

La nouvelle période de la révolution, ouverte en 1968, est caractérisée par des explosions comme les mobilisations contre la bureaucratie en Tchécoslovaquie, le « cordobazo » en Argentine ou le « mai » français, qui tendent vers la dislocation de l'ordre de Yalta et Potsdam. Les révolutions en Iran, en Pologne et en Amérique centrale prennent leur véritable dimension dans ce contexte (voir page V).

Nicaragua

La révolution prolétarienne au Nicaragua continue son cours malgré la politique petite-bourgeoise du Front sandiniste de libération nationale. Les crises successives du gouvernement de reconstruction nationale et les affrontements croissants entre les travailleurs, la bourgeoisie et l'impérialisme en sont une expression (voir page VI).

Pologne

La révolution politique a commencé en Pologne. Et elle s'affronte à la « Sainte-Alliance », animée par la bureaucratie qui pour l'instant fait des pressions politiques, par l'Eglise qui soutient clairement Kania et par l'impérialisme qui approfondit sa pénétration économique et politique. La nécessité de la construction d'un parti ouvrier indépendant est posée (voir page VII).

Venezuela

Congrès d'unification du MIR (Proletario) et du PST.

Le congrès d'unification du MIR (Proletario) et du PST a eu lieu les 7 et 8 février derniers pour constituer la section de la « IV^e Internationale (Comité international) » au Venezuela. Le congrès a décidé de faire appel au front ouvrier et anti-impérialiste contre les plans de Herrera Campins (voir page VIII).

La révolution prolétarienne

Un mouvement pratique

Par Stéphane Just

La constitution de la « IV^e Internationale (Comité international) » est un grand pas en avant sur la voie de la réorganisation-reconstruction de la IV^e Internationale. La poursuite de la réorganisation-reconstruction de la IV^e Internationale dépend essentiellement de la vie et de l'activité politique du conseil général, de la fusion des organisations et partis membres de la « IV^e Internationale (Comité international) » lorsqu'il en existe plusieurs dans un pays, de l'intervention dans la lutte des classes, de la construction de partis nationaux ayant une influence de masse. Il faut dans le même temps, pour intervenir politiquement, poursuivre la clarification théorique et politique que les thèses ont déjà commencé à réaliser. Le passif que laisse sur ce plan la crise de la IV^e Internationale doit être liquidé, et le combat théorique et politique contre le révisionnisme, ses expressions d'hier et d'aujourd'hui, doit être mené à son terme : la liquidation du révisionnisme liquidateur de la IV^e Internationale.

La question du « boom » de l'économie capitaliste depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les conditions de ce « boom », ses ressorts, ses conséquences, son aboutissement, est une des plus importantes de celles qui se posent. Cet article est une contribution en vue d'une réponse à cette question.

Partir des bases fondamentales

Dans *L'Idéologie allemande*, Marx et Engels résumaient leur conception de l'histoire : « Cette conception de l'histoire a donc pour base le développement du processus réel de la production, et cela en partant de la conception matérielle de la vie immédiate ; elle comprend la forme des relations humaines liée à ce mode de production et engendrée par elle, je veux dire la société civile à ses différents stades, comme étant le fondement de toute l'histoire, ce qui consiste à la représenter dans son action en tant qu'Etat aussi bien qu'à expliquer par elle l'ensemble des diverses productions théoriques et des formes de la conscience, religieuse, philosophique, morale, etc., et à suivre sa genèse à partir de ces productions, ce qui permet alors naturellement de représenter la chose dans sa totalité (et d'examiner aussi l'action réciproque de ses différents aspects). »

C'est donc en partant du développement des forces productives, des rapports de production dans lesquels elles se développent à une étape donnée de l'histoire de l'humanité, que s'établissent et évoluent les superstructures politiques et idéologiques. Les superstructures sont des expressions, à des degrés divers, de l'état des forces productives et des rapports de production dans lesquels celles-ci se développent, stagnent ou régressent, et de leurs contradictions.

Marx réprécise dans sa préface à la *Critique de l'économie politique* : « Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de

ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale. Le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle. »

En ce qui concerne
le mode de production
capitaliste

A moins de supposer qu'un mode de production sociale, le mode de production capitaliste, soit à même de développer éternellement les forces productives, en auto-résolvant ses contradictions, en les dépassant, alors les conclusions de Marx deviennent d'une évidence rigoureuse :

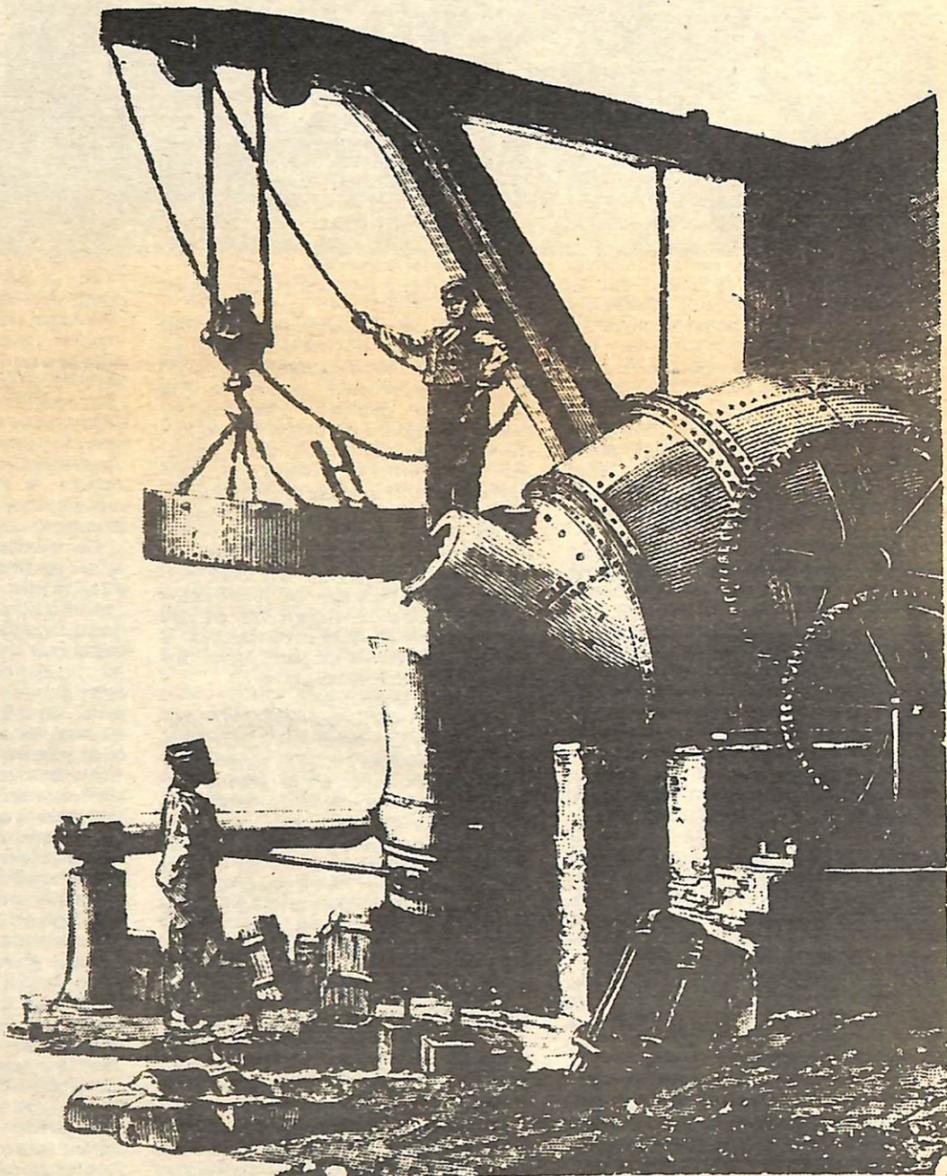
« A un certain degré de leur développement, les forces productives matériel-

les de la société entrent en collision avec les rapports de production existants, ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors, et qui n'en sont que l'expression juridique. Hier encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en de lourdes entraves. Alors commence une ère de révolution sociale. Le changement dans les fondations économiques s'accompagne d'un bouleversement plus ou moins rapide dans tout cet énorme édifice. Quand on considère ces bouleversements, il faut toujours distinguer deux ordres de choses. Il y a le bouleversement matériel des conditions de production économique. On doit le constater dans l'esprit de rigueur des sciences naturelles. Mais il y a aussi les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques, philosophiques, bref les formes idéologiques dans lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le poussent jusqu'au bout. »

C'est précisément parce qu'avec l'ouverture de l'époque de l'impérialisme « les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants » (le mode de production capitaliste) ou avec les rapports de propriété au sein desquels elle étaient mues jusqu'alors (la propriété privée des moyens de production) qu'a commencé « une ère de révolution sociale » — en l'occurrence la plus formidable révolution sociale que le monde ait connue : la révolution prolétarienne mondiale, dont la révolution russe de 1917 a été le premier acte.

Il faut insister sur la dernière phrase de cette citation : « Mais il y a aussi les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques, philosophiques, bref les formes idéologiques dans lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit. »

(Suite page 11)



La révolution prolétarienne

Un mouvement pratique

(Suite de la page I)

Ce sont dans « les formes » que les hommes prennent conscience de la « collision » entre le développement des forces productives et les rapports de production. Qui plus est, c'est dans ces formes, et au moyen de ces formes, que les hommes « poussent le conflit jusqu'au bout », c'est-à-dire jusqu'à sa solution. Leurs origines résident dans les contradictions d'un mode de production déterminé. Toutes expriment à un certain degré, et sous une certaine forme, des contradictions. Mais à l'époque où s'ouvre et se développe le conflit dont parle Marx, entre la croissance des forces productives et les rapports de production, ces « formes » acquièrent une importance décisive tant en ce qui concerne le développement du conflit que pour sa solution.

C'est particulièrement vrai en ce qui concerne le mode de production capitaliste et l'avènement d'un nouveau mode de production sociale, le mode de production socialiste. En effet, le mode de production capitaliste a ses origines dans le développement des rapports de production bourgeois, à l'intérieur même de l'ancien mode de production. La puissance économique de la bourgeoisie s'est développée à l'intérieur même de la société féodale. Dans les entrailles de la vieille société se développait le fœtus d'un nouveau mode de production sociale. Pourtant, le mode de production capitaliste n'a pu se développer et devenir le mode de production dominant qu'au prix d'une lutte incessante sur tous les plans « juridiques, politiques, religieux, artistiques, philosophiques ». Les révolutions dites « bourgeoises » ont été les moments les plus élevés et les plus concentrés de ces luttes.

La contradiction fondamentale

Rappelons-le : la contradiction fondamentale du mode de production est celle existant entre l'appropriation privée des moyens de production et leur corollaire des frontières nationales, et le caractère social de la production et son corollaire, la division internationale du travail. Au fur et à mesure où cette contradiction s'exacerbe, y compris du point de vue de la prolongation de l'existence du mode de production, de sa défense, les « formes » dont il est question, l'« édifice juridique et politique » dont les racines sont dans l'état des forces productives, dans les rapports de production, et qui expriment leurs contradictions d'une certaine façon, revêtent de plus en plus d'importance et deviennent décisives. En témoigne le rôle de plus en plus important que joue l'Etat bourgeois dans la défense et la survie de tous les rapports bourgeois, économiques y compris.

Mais cela est encore plus vrai du point de vue du prolétariat. Il faut y revenir : le mode de production capitaliste se caractérise en ce que les classes exploitatrices possèdent l'ensemble des moyens de production et d'échange, tandis que le prolétariat ne possède en propre que sa force de travail qu'il est contraint de vendre comme une marchandise aux possesseurs des moyens de production et d'échange. Le prolétariat ne peut construire à l'intérieur même du mode de production capitaliste les éléments d'un nouveau mode de production sociale, le mode de production socialiste, à la manière dont l'a fait la bourgeoisie pour le mode de production capitaliste à l'intérieur de la société féodale. C'est dans le cadre même des rapports de production bourgeois que se développe le caractère social de la production qui sera à la base du socialisme. Il y a longtemps que Marx a fustigé les faiseurs de systèmes ayant la prétention de libérer le prolétariat de l'exploitation capitaliste, de constituer des flots de socialisme au sein même de la société bourgeoise, y compris par le système des coopératives. Pour que le prolétariat puisse constituer un nouveau mode de production sociale, le mode de produc-

tion socialiste, il lui faut exproprier la bourgeoisie, se saisir comme classe de l'ensemble des moyens de production et d'échange, et cela il ne peut le faire qu'en s'emparant du pouvoir politique, en détruisant le pouvoir bourgeois, en instaurant son propre pouvoir. Il va donc de soi que les « formes » dont parle Marx, que la superstructure, l'« édifice juridique et politique à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale », les rapports politiques, ont à notre époque plus d'importance qu'à une autre époque.

Ce que Trotsky explique

Trotsky l'exprime de cette façon dans *L'Internationale communiste après Lénine* : « Qu'avons-nous vu en Europe, au cours des dernières décennies précédant la guerre ? Sur le plan économique, une puissante montée des forces productives à travers les oscillations « normales » de la conjoncture. Sur le plan politique, la croissance zigzagante de la social-démocratie, au détriment du libéralisme et de la « démocratie ». En d'autres termes, un processus méthodique au cours duquel s'intensifiait l'acuité des contradictions économiques et politiques ; en ce sens, se créaient les éléments préalables de la révolution prolétarienne.

Que voyons-nous, en Europe, après la guerre ? Sur le plan économique, des compressions et des déteintes irrégulières et convulsives de la production, qui reste, en général — en dépit de gros progrès de la technique dans certaines branches —, près du niveau d'avant-guerre. Sur le plan politique, des oscillations brutales de la situation, vers la gauche et vers la droite. Il est absolument évident que les brusques revirements qui s'effectuent dans cette situation, en un, deux ou trois ans, ne sont pas déterminés par des modifications des facteurs fondamentaux de l'économie, mais par des causes et des poussées qui proviennent uniquement de la superstructure et symbolisent l'instabilité extrême de tout le système, dont les fondements sont rongés par des contradictions insurmontables. »

De là, il tire les conclusions suivantes :

« Face à un capitalisme en expansion, la meilleure des directions du parti ne pouvait que hâter la formation du parti ouvrier. En revanche, les erreurs de la direction ne pouvaient que retarder cette formation. Les fondements objectifs de la révolution prolétarienne mûrissent lentement et le travail du parti conservait son caractère de préparation. Maintenant, chaque nouvelle brusque variation de la situation politique vers la gauche remet la décision entre les mains du parti révolutionnaire. S'il laisse passer le moment critique où la situation change, celle-ci se transforme en son contraire. En de telles circonstances, le rôle de la direction du parti prend une importance exceptionnelle. »

Plus loin, il poursuit : « Le rôle du facteur subjectif peut rester tout à fait secondaire durant tout le temps de la lente évolution organique, celui des proverbes de la gradualité : « Qui va lentement va longtemps », « A l'impossible, nul n'est tenu », etc., qui reflètent la sage tactique de l'époque de la croissance organique, où l'on ne peut « sauter les étapes ». Mais quand les prémisses sont mûres, alors la clef de tout le processus historique passe au facteur subjectif, c'est-à-dire au parti. L'opportunisme, qui vit consciemment ou inconsciemment sous le joug de l'époque passée, est toujours enclin à sous-estimer le rôle du facteur subjectif, c'est-à-dire l'importance du parti et de la direction révolutionnaire. »

La thèse V

C'est ce que réaffirme la thèse V : « La crise de la direction révolutionnaire, facteur dominant de notre époque », des thèses que la Conférence mondiale a votées à l'unanimité :

« Dès lors que s'ouvre la période de la décadence capitaliste et de la révolution prolétarienne, l'existence de Lénine, de Trotsky et du Parti bolchevique peut garantir la victoire de la révolution d'Octobre, tandis qu'en Allemagne le retard de ce même facteur subjectif a fait que n'a pu être assurée la victoire de la révolution. De la même manière, l'existence de directions contre-révolutionnaires bureaucratiques à la tête des grands partis socialistes a permis l'éclatement de la Première Guerre mondiale.

Se confirme ainsi l'importance désormais décisive des facteurs politiques et subjectifs dans le déroulement des événements contemporains dans cette époque révolutionnaire. Une autre démonstration pourrait en être donnée en ce qui concerne le « boom économique » de cet après-guerre : il ne peut s'expliquer sans la trahison stalinienne qui a pris politi-

quement en charge la survie des Etats impérialistes, et, dans ce cadre, a appelé les ouvriers à accepter une nouvelle surexploitation. »

Ce que le programme de fondation de la IV^e Internationale, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*, formule ainsi : « La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire », en partant de la constatation objective que le mode de production capitaliste est désormais incapable de développer les forces productives.

Mandel remet en cause l'acquis

Mandel remet en cause cet acquis essentiel du marxisme. Son livre *Le Troisième Age du capitalisme* s'efforce de donner un fondement théorique à la version d'un nouveau et gigantesque développement des forces productives. C'est pourquoi il est nécessaire d'en faire la critique.

Il faut noter dès l'abord que Mandel a une conception très particulière de la fidélité aux écrits de Marx, et, partant, au marxisme. Ainsi, à la fin du premier tome de son livre, il écrit : « L'idée selon laquelle la période de crise structurelle du capitalisme — c'est-à-dire la période qui, d'un point de vue historique, est mûre pour la révolution socialiste mondiale — serait caractérisée par une baisse, ou du moins une stagnation absolue des forces productives, se ramène à une interprétation erronée, c'est-à-dire mécanique, d'une phrase de la célèbre introduction à *La Contribution à la critique de l'économie politique*, où Marx résume la théorie du matérialisme historique. »

Mandel cite alors le passage déjà cité en partie au début de cet article. Ensuite, il commente : « Il nous paraît évident que la phrase (...) avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle peut contenir » représente, au niveau du contenu, une répétition de la première, c'est-à-dire amène à la conclusion qu'à partir d'un certain point, le développement des forces productives entre en conflit avec les rapports de production existants. De ce point de vue, la société capitaliste a développé toutes les forces productives « qu'elle peut contenir ». Mais cela ne signifie pas du tout qu'aucun développement ultérieur des forces ne serait plus possible sans la chute de ce mode de production — cela signifie seulement que, de ce point de vue, les forces productives qui continuent à se développer entrent en rébellion de plus en plus ouverte avec le mode de production existant et concourent à sa perte. »

Les « évidences » de Mandel lui sont toutes particulières. Pour lui, Marx veut dire strictement l'inverse de ce qu'il écrit. La fin de la citation de Marx explique que : « ... Jamais une société n'expire avant que ne soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir ; jamais des rapports supérieurs de production ne se mettent en place avant que les conditions matérielles de leur existence se soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se propose jamais que les tâches qu'elle peut remplir : à mieux considérer les choses, on verra toujours que la tâche surgit là où les conditions matérielles de sa réalisation sont déjà formées, ou sont en voie de se créer. »

Marx écrit : « Jamais une société n'expire avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir. » Mandel explique : « Certes, la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour, mais Marx n'a jamais dit pour autant qu'au sein de la vieille société il ne peut y avoir un nouveau développement des forces productives. » Tout son livre est consacré à exposer le bond gigantesque en avant, sans égal dans le passé, des forces productives dans le cadre du mode de production capitaliste depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Dans ces conditions, la discussion est évidemment difficile.

Pierre Frank s'explique clairement

Pourtant, il faut essayer d'y voir clair, car ce tour de prestidigitateur, qui transforme des lapins en rubans et des rubans en lapins, a sa raison d'être. Mandel, dirigeant du Secrétariat unifié (si peu) qui se réclame de la IV^e Internationale, doit dire que la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour. Mandel, « théoricien » patenté du révisionnisme, doit au contraire expliquer que le capitalisme recèle toujours en lui-même d'énormes possibilités progressives dont la base est le développement des forces productives.

C'est ce qui oblige à une « lecture » (comme disait Althusser) très particulière de Marx. Aussi faut-il aller plus

loin pour s'y reconnaître. Dès 1962, Pierre Frank expliquait dans *IV^e Internationale* : « Notre Programme de transition qui contient encore, vingt-cinq années après avoir été écrit, tant de choses valables pour les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière européenne, doit être complété par une série de revendications correspondant à la situation nouvelle résultant des progrès qui sont intervenus entre temps, par suite d'une période exceptionnelle de haute conjoncture. »

Plus haut, il avait précisé : « Dans la période d'entre les deux guerres, le chômage fit apparaître crûment la faillite du système capitaliste, les patrons ne pouvaient plus faire tourner les usines, et s'ensuivirent les problèmes de nationalisations, de la planification, de la gestion ouvrière. A présent, il n'y a pas de chômage, mais le plein emploi : cependant, les travailleurs, plus particulièrement les militants, ressentent que ce qui se passe dans les entreprises et dans l'économie, à l'exception de bagatelles qui relèvent des comités d'entreprise, est en dehors de leur décision, à commencer même par les salaires. Productivité, croissance économique, etc., sont évoquées, tandis que la politique syndicale s'avère le plus souvent impuissante. En même temps, ce qui se passe dans les Etats ouvriers, dans ces domaines, n'est pas sans livrer matière à réflexion. Les grands problèmes de l'économie affectent donc la pensée des travailleurs, les éduquent, et ainsi se trouvent posés des problèmes qui concernent le système capitaliste dans son ensemble et préparent la lutte contre lui, sur un niveau économique plus élevé que par le passé. »

En d'autres termes, il faut réviser le programme de fondation de la IV^e Internationale et sa méthode qui s'appelle (répétons-le) *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*. Le capitalisme n'est plus à l'agonie, n'est plus pourrissant. Il développe les forces productives. La classe ouvrière ne part plus de ses conditions matérielles d'existence pour combattre le pouvoir et exproprier le capital. « Les travailleurs (...) ressentent que ce qui se passe dans l'économie est en dehors de leur décision. » En conséquence, les revendications à mettre en avant sont celles de la participation à la gestion, de l'« autogestion », ainsi que le disent les interprètes d'aujourd'hui du christianisme social et du réformisme sans réformes.

Mandel utilise le jargon philosophique

C'est Pierre Frank qui écrivait cela ! En 1962 ! Il y a dix-huit ans ! Mais Mandel n'écrit pas autre chose dans sa « dernière » : *Le Troisième Age du capitalisme*. Il conclut son livre sur la ligne suivante :

« La capacité du travail social se trouve aujourd'hui plus que jamais sous le pouvoir de commandement du capital, au lieu de se manifester par des producteurs librement associés et d'être autogérée et dirigée de manière consciente, c'est-à-dire planifiée. Cela est en fait le talon d'Achille du capitalisme contemporain, même en cas de conjoncture « la plus favorable », de croissance la plus rapide et d'accroissement important de la « consommation » de masse. (...)

Alors que l'objectif essentiel des luttes des travailleurs, à l'époque du capitalisme du XIX^e siècle, était l'écart entre ce qui est et ce qui était, il est aujourd'hui l'écart entre ce qui est et ce qui serait possible. Au regard de l'abondance potentielle et du développement possible de toutes les forces créatrices de l'individu, le fait de devoir s'épuiser dans une production de biens de qualité douteuse, l'isolement dans la masse, la peur largement répandue, aussi bien chez les travailleurs que chez les capitalistes, née de la répression de la libre détermination correspondant à la généralisation de l'insécurité et des contraintes de performance, de conformisme et de réussite, et accompagnée de sentiments d'échec résultant de ces contraintes, l'irritation devant la publicité tendant à différencier constamment la consommation et devant la crise des transports en commun, deviennent de plus en plus insupportables. C'est au moment où les chances de développement propres de l'individu seraient incomparablement plus faciles à réaliser que jamais auparavant qu'elles semblent le plus s'éloigner. Pour Marx, l'aliénation n'est pas seulement une catégorie subjective mais aussi objective. Même un individu n'ayant pas conscience de son aliénation demeure aliéné. Et comme cet état de fait objectif est à la longue plus fort que toutes les manipulations, il finit par faire naître à partir de l'aliénation objective du travail dans le capitalisme — renforcée par les manifestations d'aliénation dans les sphères de la

consommation, des loisirs et de la superstructure — la possibilité de la prise de conscience par les salariés de l'aliénation qu'ils subissent, c'est-à-dire la possibilité d'une conscience de classe, c'est-à-dire en définitive la possibilité de réaliser l'émancipation socialiste. Même dans des conditions de « prospérité » prolongée, les contradictions fondamentales du capitalisme se sont avérées à notre époque insolubles et irréductibles. Le travailleur ne pourra jamais se satisfaire d'un temps de travail qui lui apparaît comme du temps de vie perdu, d'un procès de travail sous la contrainte, d'une structure de l'entreprise qui ne lui garantit qu'un statut de rouage obéissant.

Lorsque des salariés remettent en question l'autorité du patronat, non seulement sur un plan moral et politique, mais aussi par leur comportement pratique dans l'entreprise, cela exprime une crise profonde des rapports de production capitalistes. Lorsque la masse des salariés conteste nationalement et internationalement les valeurs fondamentales et les priorités qui sont propres au mode de production capitaliste, cela caractérise de même une crise de ces rapports de production. »

Un jeu classique

Telles sont les conclusions auxquelles aboutit Mandel au terme de son livre *Le Troisième Age du capitalisme*. Mais qu'est-ce à dire ? A la place des contradictions économiques et sociales réelles, Mandel met l'« aliénation ». Il substitue au mouvement pratique du prolétariat la conscience de l'« aliénation ». Il fait un bond prodigieux... en arrière. A la solution des contradictions économiques et sociales par le prolétariat s'organisant sur son propre plan et abordant selon ses méthodes de classe, sous la direction du parti révolutionnaire (la IV^e Internationale et ses partis), il substitue « la possibilité de la prise de conscience par les salariés de l'aliénation qu'ils subissent, c'est-à-dire en définitive la possibilité de réaliser l'émancipation socialiste ». Que veut dire ce jargon ? C'est un prétendu renvoi aux *Manuscrits de 1844*, à la *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, que Marx concluait ainsi :

« La philosophie trouve dans le prolétariat ses armes matérielles comme le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes intellectuelles, et dès que l'éclair de la pensée aura frappé jusqu'au cœur de sol populaire vierge, s'accomplira l'émancipation qui fera des Allemands des hommes.

Résumons le résultat obtenu : la seule libération de l'Allemagne possible dans la pratique est sa libération du point de vue de la théorie qui proclame que l'homme est l'être suprême de l'homme. En Allemagne, s'émanciper du moyen âge n'est possible que si on s'émancipe, en même temps, des dépassements partiels du moyen âge. En Allemagne, aucune forme de servitude ne peut être brisée sans briser toute forme de servitude. L'Allemagne, qui va au fond des choses, ne peut faire de révolution sans faire de révolution de fond en comble. L'émancipation de l'Allemand, c'est l'émancipation de l'homme. La tête de cette émancipation est la philosophie, son cœur le prolétariat. La philosophie ne peut se réaliser sans abolir le prolétariat, le prolétariat ne peut s'abolir sans réaliser la philosophie. »

Marx et Engels règlent son sort à leur

« conscience philosophique »

Marx avançait alors vers ce qui allait devenir la conception matérialiste de l'histoire. Il s'exprimait néanmoins encore en philosophe. Mais l'on sait que dans cette préface à *La Critique de l'économie politique*, il établissait le bilan suivant : « Au printemps de 1845 (Engels) veut lui aussi s'établir à Bruxelles, nous résolûmes de développer nos idées en hommes, en les opposant à l'idéologie de la philosophie allemande. Dans le fond, nous voulions faire notre examen de conscience philosophique. Le Manuscrit, deux forts volumes in-octavo, était depuis longtemps entre les mains d'un éditeur westphalien, lorsqu'on nous avertit qu'un changement de circonstances n'en permettait pas l'impression. Nous avions atteint notre but principal : la bonne intelligence de nous-mêmes. De bonne grâce, nous abandonnâmes le manuscrit à la critique rongeuse des souris. » (Il s'agit de *L'Idéologie allemande*).

Plus loin, Marx ajoute : « Les points décisifs de notre conception ont été pour la première fois indiqués scientifiquement, encore que sous forme polémique, dans mon écrit *Misère de la philosophie*, publié en 1847 et dirigé contre Proudhon. »

« Forces productives »
« forces destructives »,
un « mouvement pratique »

Dans *L'Idéologie allemande*, ayant réglé son sort à leur « conscience philosophique », Marx et Engels s'expliquaient : « La conception de l'histoire que nous venons de développer nous donne encore finalement les résultats suivants :

1. Dans le développement des forces productives, il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructives (le machinisme et l'argent) — et, fait lié au précédent, il naît une classe qui supporte toutes les charges de la société, sans jouir de ses avantages, qui est expulsée de la société et se trouve, de force, dans l'opposition la plus ouverte avec toutes les autres classes, une classe qui forme la majorité des membres de la société et d'où surgit la conscience de la nécessité radicale, conscience qui est la conscience communiste et peut se former aussi, bien entendu, dans les autres classes quand on voit la situation de cette classe. »

Plus loin : « 4. Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de cette conscience communiste, comme aussi pour mener la chose elle-même à bien ; or, une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, par une révolution ; cette révolution n'est donc pas seulement rendue nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. »

Il n'est plus question de la « réalisation de la philosophie », mais du « mouvement pratique » du prolétariat qui supporte toute la charge de la crise de la société bourgeoise. La crise de la société bourgeoise résulte de ce que « les forces productives » étouffent dans les rapports de production bourgeois trop étroits pour les contenir et qui, de ce fait, se transforment en leur contraire, en « forces destructives ». Or, de toutes les forces productives, le prolétariat est dans le mode de production capitaliste la principale, l'essentielle. Ce sont les conditions matérielles d'existence du prolétariat, à la limite son existence, que la crise de la société bourgeoise met en cause. Le prolétariat s'est regroupé, organisé, dans et pour le combat en vue de la défense et de l'amélioration de ses conditions matérielles d'existence, ce qui a exigé non seulement la formation d'organisations syndicales mais la lutte politique pour la conquête de droits et garanties, pour s'organiser politiquement de façon indépendante, de devenir une « classe pour soi », c'est-à-dire se constituer en parti politique, au sens où l'explique le *Manifeste communiste* lorsqu'il affirme : « Les communistes sont donc la partie la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui va toujours de l'avant. » C'est en partant de ses conditions matérielles d'existence, pour ses revendications, pour se défendre contre la remise en cause de son existence même qui résulte de la crise de la société bourgeoise que le prolétariat va donner l'assaut à la société bourgeoise. Ce « mouvement pratique » est indispensable au prolétariat, non seulement pour prendre le pouvoir, exproprié le capital, renverser la bourgeoisie, mais pour « balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles ». La position que Marx et Engels ont clairement exposée, dès *L'Idéologie allemande* et ensuite dans la *Misère de la philosophie*, le *Manifeste communiste*, n'a rien à voir avec le verbiage à consonances « philosophiques » dont se sert Mandel. D'ailleurs et y compris leurs travaux antérieurs, pour ainsi dire préparatoires au saut dialectique que constitue *L'Idéologie allemande*, la *Critique de la philosophie du droit de Hegel* et les *Manuscrits de 1844* n'ont également rien à voir avec la « philosophatrie » de Mandel qui pense qu'utiliser le terme d'« aliénation » dont se sont effectivement servis Marx et Engels avant *L'Idéologie allemande* va lui permettre de donner le change.

Pourquoi
le broquet philosophique
de Mandel ?

Mais pourquoi Mandel veut-il nous servir ce broquet à prétentions philosophiques ? Parce que le capitalisme

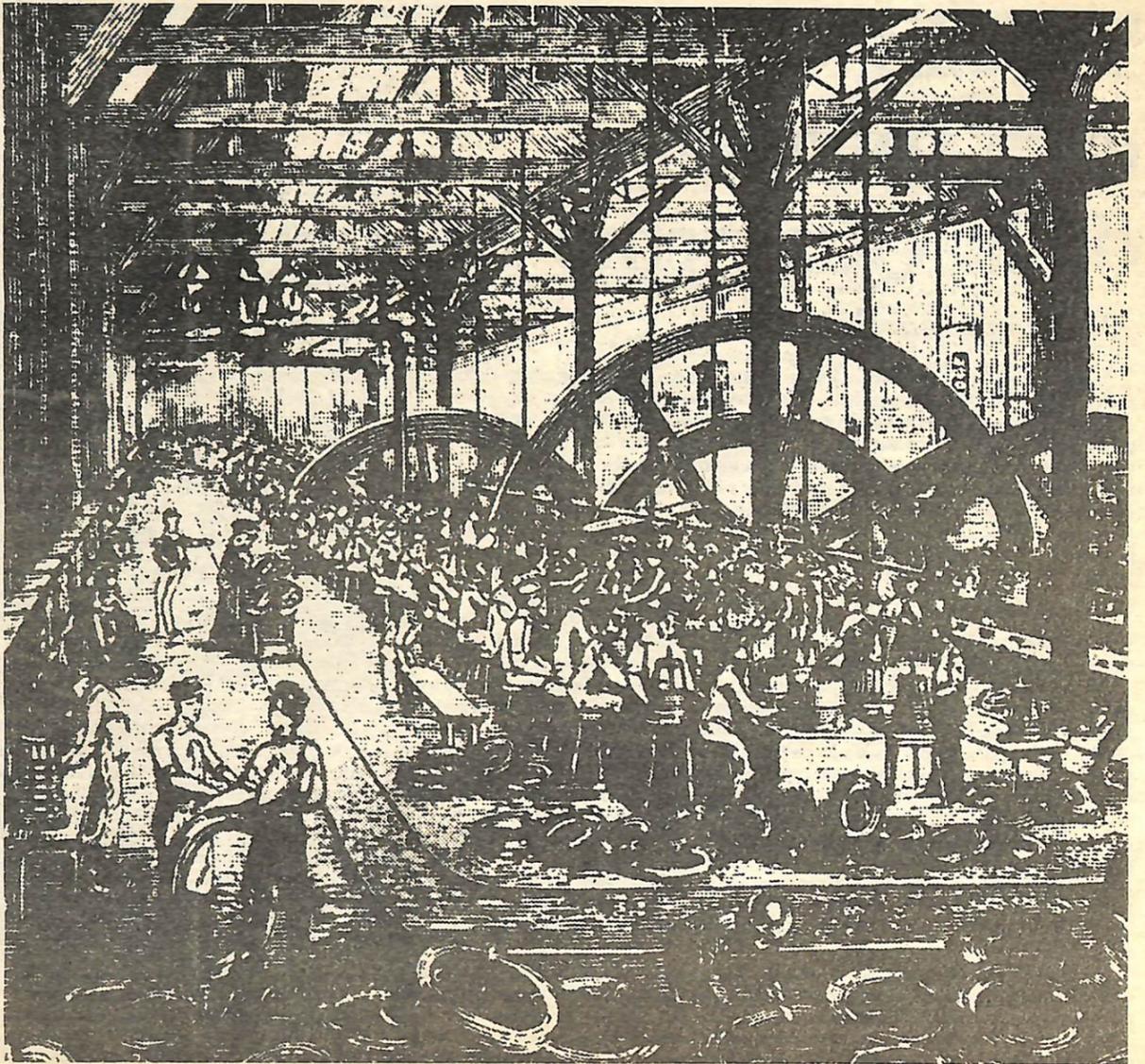
s'étant révélé capable, selon lui, au cours des dernières décennies, de développer de façon gigantesque les forces productives (et, comme on le verra plus loin, il n'y a aucune raison d'estimer qu'il ne soit encore capable de le faire au cours des décennies à venir), alors c'en est évidemment fini de la lutte des classes dans ses processus historiques classiques, en fonction de ses motivations classiques, de son développement classique, que le programme de fondation de la IV^e Internationale exprime consciemment. Ce qui animerait désormais le prolétariat, et serait la condition de la révolution, serait sa « prise de conscience de l'aliénation » et non plus sa réaction contre l'exploitation, sa réaction contre un mode de production par rapport auquel il n'est qu'une alternative, socialisme ou barbarie. La tâche historique du prolétariat serait de résoudre la question de l'« aliénation », d'autres, plus savants que Mandel, disent la « chosification », d'autres encore beaucoup plus savants disent la « réification ». Les mêmes d'ailleurs qui s'efforcent d'utiliser le « jeune Marx » — dans les termes dont il s'est servi alors — contre le marxisme, contre le matérialisme dialectique, contre l'essence du marxisme, le *Manifeste communiste* et le programme de fondation de la IV^e Internationale, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale* : la tâche historique du prolétariat ne serait plus d'instaurer la dictature du prolétariat mais de réaliser la « philosophie », pour mieux dire encore de réaliser la « conscience de soi », la « conscience vraie de l'homme ». Mais « l'homme » est une abstraction, l'homme d'aujourd'hui est l'homme bourgeois, la « conscience vraie » est la conscience de la classe dominante. En fait, il s'agit de tenter de faire abandonner à l'avant-garde du prolétariat le terrain de la lutte des classes « vraie » du prolétariat, en l'invitant à s'ébattre dans l'« idéologie », l'idéologie de la bourgeoisie en crise et décadente.

Le capitalisme s'étant montré capable de donner une nouvelle et gigantesque impulsion au développement des forces productives (selon Mandel), il devient évident que les relations entre le développement des forces productives, les rapports de production, les rapports juridiques, idéologiques, artistiques, et surtout politiques, tels que Trotsky les a établis pour ce qui concerne l'époque de l'impérialisme, seraient alors faussés ou dépassés. Si un nouveau développement, et un développement inégalé jusqu'alors, des forces productives a eu lieu au cours des décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, cela vient naturellement de la vigueur des rapports de production bourgeois. Les rapports entre le développement des forces productives, rapports de production bourgeois, superstructures juridiques, idéologiques, artistiques, philosophiques, sont ceux d'un mode de production ascendant en pleine croissance. Ce prétendu développement sans précédent des forces productives doit nourrir de sa sève l'épanouissement de la culture, des arts, de la philosophie, et contribuer à des rapports juridiques et politiques entre les classes et au sein des classes beaucoup plus riches et de plus en plus harmonieux. Cette conception du développement des forces productives, sans aucune limite, dans le cadre des rapports de production bourgeois, amène inéluctablement à la collaboration des classes « idéologique », prétendument « théorique », et politique avec la bourgeoisie. C'est bien ce qui se passe.

La réalité est la réalité

La réalité est la réalité. La dominante du mode de production capitaliste, c'est le développement d'un gigantesque parasitisme. Toutes les idéologies bourgeoises expriment l'impasse historique, sans issue, du mode de production capitaliste parvenu à l'époque de l'impérialisme. Elles sont elles-mêmes des produits décomposés de cette société en putréfaction. Ce qui confirme ce que Marx expliquait à propos des conséquences sur les superstructures des conflits entre le développement des forces productives, à une époque déterminée, d'un mode de production sociale donné, et ses rapports de production.

Mandel développe un « néo-réformisme », contrepartie normale de ce qu'il appelait hier « néo-capitalisme » et de ce qu'il appelle aujourd'hui « le troisième âge du capitalisme ». Mandel ne va pas jusque-là, mais la logique de sa position devrait l'amener à substituer à la devise du prolétariat « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! », celle-ci : « Aliénés de toutes les classes, unissons-nous ! », car ce sont non seulement les prolétaires, mais les hommes et les femmes de toutes les classes qui, dans la société bour-



geoise, sont « aliénés ». Le « néo-capitalisme » de Mandel est une tentative, au nom de la solution de la question de l'« aliénation », d'enchaîner le prolétariat au char du capitalisme pourrissant. Il est une des formes de toutes ces idéologies, qui, de la « conscience de soi », de sa réalisation sur terre, passe par la « qualité de la vie » et va jusqu'à l'« autogestion ».

De la conception de Mandel, il faudrait conclure, en toute rigueur, que la IV^e Internationale n'a plus à résoudre la question de la direction révolutionnaire du prolétariat en partant des intérêts matériels concrets de celui-ci, de ses luttes de classe, de son mouvement pratique, en y participant et en l'exprimant consciemment, en se construisant et en construisant dans chaque pays un parti révolutionnaire, tout simplement parce qu'il n'y aurait plus de bases objectives pour le faire et que cette question ne se poserait pas. La IV^e Internationale serait une anomalie historique. Le développement sans limite des forces productives dans le cadre des rapports de production, du mode de production donnerait une base matérielle au maintien de « partis réformistes » comme partis de la classe ouvrière. La IV^e Internationale pourrait donc au mieux devenir le lieu « préférentiel » du « débat idéologique ». Le marxisme serait retourné en son contraire : le socialisme ne pourrait plus procéder des bases matérielles du mouvement pratique du prolétariat (qui inclut la construction de la IV^e Internationale et de ses partis comme composante consciente, organisatrice et dirigeante de ce mouvement), mais de la progression dans les masses de l'idéologie de la lutte contre l'« aliénation ». La « révolution » devrait se faire dans les têtes (au ciel) pour pouvoir être réalisée sur la terre.

La position
de la « IV^e Internationale
(Comité international) »
Thèse XVII

La position de la « IV^e Internationale (Comité international) » a été nettement exprimée dans les thèses que la Conférence mondiale ouverte a votées : « Au regard de l'analyse du marxisme, l'actuelle économie de l'impérialisme, y compris le « boom » qui s'est achevé, ne peut se comprendre que comme partie dépendante de la politique et du social, liée au processus d'ensemble de la lutte entre la révolution socialiste internationale et la contre-révolution dans le monde. La politique domine l'économie à cette époque et c'est ce que le révisionnisme dans son grossier économisme ne peut comprendre. »

Ce sont les grands événements politiques de l'après-guerre qui expliquent l'absence d'une crise comme celle de 1929 et non l'automatisme économique par lui-même. Tous les phénomènes économiques « anormaux », en dernière analyse, ont à voir avec la politique contre-révolutionnaire du Kremlin et du stalinisme dans le monde entier. Sans cette politique consciente, il n'y aurait pas eu de « boom » économique, dont le vol d'entraînement a été l'économie d'armement, ni de « plan Marshall », ni de relèvement des économies allemande et japonaise et de l'économie européenne dans son ensemble, parce que la révolution prolétarienne aurait fait un bond en avant. Il n'en a pas été ainsi. Cela s'explique non par les ressources économiques de l'économie capitaliste à son stade de putréfaction, mais par des phénomènes politiques tels que le fait que le Kremlin ait ordonné aux PC occidentaux de soutenir le rétablissement de l'économie capitaliste, en faisant en sorte que la classe ouvrière se sacrifie pour relever ces économies capitalistes. Les agissements du stalinisme comme instrument politique du sauvetage de l'impérialisme ont ainsi permis la suraccumulation et les surprofits.

Le « boom » économique fut basé sur la surexploitation du prolétariat des pays avancés, ainsi que sur le pillage de plus en plus violent des pays arriérés.

Le moteur de cette reconversion de l'économie capitaliste a été toute son économie d'armement au service de la contre-révolution mondiale, c'est-à-dire la plus grande production de moyens de destruction jamais connue jusqu'à présent. Tous ces phénomènes ont créé les conditions pour que s'aggrave le caractère parasitaire des bases de l'accumulation, et que la vulnérabilité croissante du système capitaliste et impérialiste s'exprime désormais sous sa forme la plus ouverte : l'inflation croissante, la crise du dollar et du système monétaire international, les hausses du prix de l'or, le regain de protectionnisme, le chômage généralisé, les attaques contre tous les acquis et conquêtes ouvrières. » (extraits de la thèse XVII)

Mais Mandel le dit aussi

Mais on trouvera sans aucun doute des extraits de texte de Mandel, voire des passages de son livre *Le Troisième Âge du capitalisme*, qui peuvent être interprétés comme s'approchant de positions trotskystes, marxistes, quant à l'analyse du « boom » économique et du contenu du programme de fondation de la IV^e Internationale. C'est, selon le goût des lecteurs, l'une des difficultés ou l'un des charmes de la lecture de ses tex-

tes : il prend toujours le soin de dire une chose et son contraire. De telle sorte que, selon le moment, il puisse affirmer : « Je suis oiseau, voyez mes ailes », « Je suis souris, voyez mon corps ».

Un exemple significatif : page 198 du deuxième tome de son livre *Le Troisième Âge du capitalisme*, on lit : « L'économie d'armement permanente a contribué de façon importante à l'accélération de l'accumulation du capital dans l'« onde longue » de 1945 à 1965. Mais elle ne l'a pas déterminée de manière fondamentale. »

Il semble que tout cela soit clair, l'économie permanente d'armement n'a joué qu'un rôle secondaire, complémentaire, dans l'accélération de l'accumulation du capital. C'est donc que ce sont les ressorts classiques du mode de production capitaliste qui sont à l'origine du « boom » de ces dernières décennies, principalement le renouvellement du capital fixe.

Page 203 de ce même tome, le même Mandel, Ernest de son prénom, écrit : « Il ne faut pas non plus sous-estimer l'importance croissante des ventes d'armements dans le commerce mondial — ce commerce prouve, soit dit en passant, combien il est faux de ne pas considérer la production d'armes comme une production de marchandises, ni les investissements dans ce secteur comme une accumulation de capital. En 1955, les exportations totales d'armes sur le marché mondial s'élevaient à environ 2,2 milliards de dollars. La moyenne pour les années 1962-1968 se situait déjà à 5,8 milliards, dont 2 revenaient à l'Union soviétique. »

Ce phénomène fait apparaître encore plus nettement le caractère parasitaire du capitalisme des monopoles déjà mis en évidence par Lénine dans son analyse de l'impérialisme. En effet, comment considérer autrement un système qui a su, depuis vingt ans, éviter des crises économiques catastrophiques uniquement en gaspillant une part importante des ressources disponibles dans la production des moyens de destruction ? » (souligné par moi).

A cinq pages de distance ! C'est un exploit dans le genre.

Une fois encore, cela n'a rien à voir avec quelque trait caractériel de Mandel. Ce sont les contorsions du centrisme. En l'occurrence les contorsions d'un homme qui théorise le révisionnisme et dont l'existence politique dépend de la référence à la IV^e Internationale.

Trotsky et la fondation de la Quatrième Internationale

Deuxième partie

Voici la suite de la conférence de Pierre Broué à la Fondation Feltrinelli, à l'occasion du 40^e anniversaire de l'assassinat de Trotsky.

La première partie, publiée dans notre numéro antérieur, concernait les premières années du mouvement pour la IV^e Internationale, à partir de 1933. Cette année-là se produit un événement fondamental qui marquera la lutte des classes européenne et mondiale pour plusieurs années : c'est l'arrivée de Hitler au pouvoir et l'écrasement de la classe ouvrière allemande et de ses organisations. Cette victoire de la contre-révolution est due principalement à la politique criminelle du Parti communiste allemand dans son refus à lutter avec la social-démocratie — qu'il taxe de « social-fasciste » — contre la menace fasciste. Grâce à cela, Hitler affronte une classe ouvrière divisée, démoralisée et incapable d'opposer une résistance. Peu après son élection à la chancellerie du Reich, Hitler détruit physiquement les organisations du prolétariat allemand.

Le fait provoque un changement radical dans les positions du mouvement trotskyste. Jusqu'alors, l'Opposition de gauche s'était définie comme une fraction de la III^e Internationale et de ses sections, les partis communistes nationaux. A partir de la catastrophe allemande, Trotsky considère que l'Internationale et les partis stalinien ont perdu définitivement leur caractère révolutionnaire pour devenir le principal obstacle sur le chemin de l'organisation du prolétariat pour la conquête du pouvoir. Par conséquent, il faut construire de nouveaux partis et une nouvelle Internationale révolutionnaires.

En août 1934, paraît la *Déclaration sur la nécessité et les principes de la nouvelle Internationale*, rédigée par Trotsky et signée par les dirigeants de quatre organisations, qui forment le « Bloc des Quatre pour la nouvelle Internationale ».

A ses débuts, l'organisation obtient quelques succès, comme l'adhésion des 2 000 militants du parti ouvrier des Etats-Unis, ex-militants du PC, et de groupes plus petits d'autres pays.

Mais le mouvement révolutionnaire, sous la persécution fasciste et stalinienne, affronte la nécessité de se lier au mouvement des masses qui s'apprête à livrer de grandes luttes.

(Cette introduction et les sous-titres sont de la rédaction).

L'« entrisme »

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre et interpréter ce que l'historiographie trotskyste a appelé le « tournant français », l'initiative de ce que ses adversaires ont appelé l'« entrisme ». Ici aussi, expérience historique et récents acquis ont été d'un grand poids. Comment ne pas se souvenir que les « partis de masse » de la III^e Internationale — parti russe excepté — ont été construits à partir de la lutte menée pour faire adhérer à l'Internationale communiste les grands partis opportunistes qu'étaient le parti social-démocrate indépendant allemand (USPD) et la SFIO française, lesquels tranchèrent au Congrès de Halle et au Congrès de Tours ? Comment négliger ce fait historique que ceux des PC qui avaient été constitués en dehors des grandes organisations socialistes « de masse » étaient restés des sectes ou des groupuscules, alors que grandissaient ceux qui avaient lutté pour la III^e Internationale de l'intérieur des partis opportunistes ? La perspective de nouveaux « Congrès de Tours » était d'autant plus séduisante que, pourchassés et traqués dans les partis communistes, les trotskystes se rendaient bien compte qu'ils avaient plus de possibilité de se « lier aux masses » à l'intérieur des partis socialistes qui conservaient en général un régime interne relativement démocratique avec droit de tendances. Neurath l'avait affirmé à Trotsky dès 1933 : l'expérience tchécoslovaque et l'expérience autrichienne démontreraient selon lui que l'unique possibilité de construire de solides fractions liées aux masses ouvrières était l'entrée dans les partis socialistes, qu'il avait réalisée avec son groupe. Dès son arrivée en France d'ailleurs, Trotsky avait confié à son ancien secrétaire, le membre du SI Jan Frankel, une mission d'exploration, et ce dernier avait adhéré au parti socialiste afin de déterminer les possibilités d'y construire une fraction et de gagner au programme et à la IV^e Internationale les éléments qui

cherchaient à gauche une issue révolutionnaire.

C'est au sujet de la France que Trotsky soulève pour la première fois la question de l'entrée dans un parti socialiste. Ce n'est pas un hasard. Il considère qu'après la défaite prolétarienne en Allemagne, c'est la France qui est devenue la clé de la situation et que c'est en France que se règlera pour des décennies le sort de la révolution mondiale — y compris le sort de la révolution politique en URSS. Lorsqu'il pose le problème à ses camarades de la Ligue communiste française, il le fait à propos de la réalisation du pacte d'unité d'action socialistes-communistes et du danger qu'il y aurait pour les « bolcheviks-léninistes » à se trouver à l'extérieur de ce « front unique ». Il faut, dit-il, entrer dans l'un des deux partis. Comme il ne saurait être question d'entrer au PC d'où la plupart des militants BL ont été exclus et qui continue à traquer tout ce qui ressemble à l'ombre du trotskysme, ce n'est que par le moyen de leur entrée dans la SFIO que les trotskystes peuvent trouver — ou plutôt retrouver — ce contact avec les masses qu'ils avaient eu pendant la période de combat pour l'unité, mais qu'ils perdaient inéluctablement l'unité une fois apparemment réalisée.

En fait, en ce début de l'été 1934, les arguments des partisans trotskystes de l'entrée dans les formations social-démocrates pouvaient paraître encore plus forts et plus impérieux que ceux que Trotsky évoquait dans les articles de discussion qu'il signait « Vidal » dans les bulletins intérieurs. D'une part, on assistait alors en effet à un déclin net des différentes sections de l'IC, étouffées sous le poids de la politique de division ouvrière que leur dictait Moscou, discréditées aussi par les affirmations répétées d'autosatisfaction après cette victoire hitlérienne dont les plus candides comprenaient cependant qu'elle venait de changer, et de façon très

Par Pierre Broué

dangereuse, le cours de l'histoire mondiale. Comme un contrecoup sans doute du désastre allemand, on commençait également à percevoir les signes incontestables d'une radicalisation qui revêtait entre autres la forme de l'afflux vers les partis socialistes d'une nouvelle génération qui venait d'être éveillée, elle, par le coup de tonnerre de la victoire des nazis, rejetait de toutes ses forces la politique stalinienne de division qui avait frayé la voie à Hitler, bref montrait de mille façons sa sensibilité à l'agitation menée par les BL. Or, les partis socialistes étaient incapables de répondre aux aspirations de ces nouvelles couches qui se tournaient vers eux, bien qu'ils fussent sensibles à leurs aspirations : la polarisation des forces de classe à l'issue de la catastrophe allemande avait donné le signal de la crise du régime parlementaire auquel la social-démocratie était historiquement liée. Et c'était précisément la crise de ces partis — non pas une crise conjoncturelle, mais leur crise historique en cette époque de déclin de l'impérialisme — qui offrait aux trotskystes la possibilité d'un travail à l'intérieur des partis socialistes, à la conquête, au cœur de cette aile gauche spontanément constituée sur des bases relativement confuses, d'un pan entier de ce « parti réformiste » en vue de la construction du « nouveau parti », du « parti révolutionnaire », en somme une réédition, améliorée et augmentée, du Congrès de Tours.

Après ces arguments de fond, développés par Trotsky dans des articles signés ou dont personne n'ignore qu'il en était l'auteur, les événements de 1934 allaient en ajouter d'un grand poids. Le pitoyable effondrement de la social-démocratie autrichienne en 1934 donnait le signal du ralliement à l'Internationale communiste — dont le rôle n'avait pas été brillant — d'une fraction importante de la gauche social-démocrate, en particulier la majorité de la direction des jeunesses. Le même phénomène allait se répéter en Espagne après l'insurrection d'octobre 1934, les combats des Asturies sous la direction de l'Alliance ouvrière ralliée au tout dernier moment par le PCE. Et Trotsky de reprendre une idée qu'il avait déjà formulée à propos de l'entrée de l'ILP : il était désormais nécessaire de « vacciner » les couches de jeunes travailleurs et de militants jeunes de la gauche social-démocrate contre le virus du stalinisme ; il reprochera toujours à ses camarades espagnols de s'être opposés à l'entrée dans les JS, et d'avoir ainsi facilité le ralliement à Moscou de l'équipe Santiago Carrillo et la constitution en 1936 de ces JSU qui allaient être le premier bastion du stalinisme en Espagne et sa tête de pont au début de la guerre civile.

Enfin, dès ses premiers articles de discussion sur le projet d'entrée en France, Trotsky utilise un argument puissant, mais à usage exclusivement interne : la section française n'est encore, par la force des choses, au moment où s'annonce pourtant à l'horizon la crise révolutionnaire, qu'un groupe propagandiste de cadres, bien armés sans doute sur le plan de la théorie, mais qu'il faut de toute urgence armer et tremper, et avant tout lier aux masses, ce qui peut être réalisé par une initiative courageuse, celle de l'entrée.

Il est indéniable que l'entrée des trotskystes dans la SFIO et les Jeunesses socialistes, l'initiative du GBL (Groupe bolchevik-léniniste) qu'ils y constituèrent et qui continua à publier *La Vérité* ont permis de rapides et importants succès, permettant notamment de gagner en quelques mois plusieurs centaines de jeunes militants et bientôt certains des dirigeants les plus représentatifs de leur génération, comme le secrétaire de l'Entente de la Seine, Fred Zeller. C'est évidemment dans ces succès — importants au moins numériquement, même si l'on tient compte des pertes terribles causées par la crise qui éclate au moment de la sortie — qu'il faut rechercher la cause du renouvellement de cette initiative dans d'autres pays. En Suisse d'abord, puis en Belgique où les Jeunesses léninistes entrent dans les JGS à l'automne 1934. La section belge entre à son tour — au prix d'ailleurs d'une scission avec le petit groupe de Vereeken — dans le PCB en avril, mais sans droit de tendance ni organe de presse. Pourtant les BL gagnent très vite quelques cadres des JGS importants dans le parti même, à commencer par Walter Dauge, secrétaire fédéral des JGS du Borinage, très populaire à Mons. A travers lui, ils prennent à l'été 1935 la direction de l'ancienne *Action socialiste*, qu'après une scission avec les éléments pro-staliniens du D^r Marteaux ils rebaptisent *Action socialiste révolutionnaire*, qui devient le pôle de regroupement de l'opposition de gauche dans le parti à la collaboration de ses diri-

geants à l'union nationale. Après l'exclusion de Dauge au printemps 1936, la réunification en vue avec le groupe Vereeken se fera dans un « nouveau parti » appelé Parti socialiste révolutionnaire, de base fortement ouvrière, où les nouveaux l'emportent largement sur les anciens BL. Les Polonais sont entrés à la fin de 1935 à la fois dans les rangs du PPS et du Bund : dans la vague de grèves du printemps 1936, ils disposeront ainsi de tribunes qui leur permettront un recrutement qu'interrompra seulement une violente répression contre tout le mouvement ouvrier. En janvier 1936 enfin, au moment où la crise du Parti socialiste américain atteint son apogée avec le départ spectaculaire de sa « vieille garde » — l'extrême-droite social-démocrate —, Trotsky se décide à donner son appui à Cannon et Shachtman qui préconisent dès lors l'entrée en bloc du millier de militants que compte le WPUS dans un parti socialiste dont les nouveaux dirigeants autour de Norman Thomas souhaitent qu'il soit un parti « all-inclusive », le grand fédérateur des différents courants socialistes. L'entrée aux Etats-Unis dans le parti socialiste s'effectue dans la première moitié de 1936, échelonnée sur plusieurs mois. La sortie s'effectue elle aussi en bon ordre à partir de la mi-1937. La fraction a doublé ses rangs dans la période de l'« entrisme » et elle a notamment réussi à prendre sans contestation possible la tête de l'organisation nationale de jeunesse, la YPSL (Young People Socialist League).

Conséquences internes de l'entrisme

Le tournant historique de 1933, le premier tournant tactique en 1934 n'ont pas été par ailleurs sans conséquences pour l'organisation elle-même, et des failles ont commencé à apparaître dans le vieux noyau. En 1933, et bien que Trotsky ait réussi à convaincre l'opposition initiale déterminée de Bauer et de la direction allemande, il ne peut empêcher la rupture de la majorité de la section britannique. Le départ du « groupe juif » de la Ligue est à l'origine d'une nouvelle organisation dont les réticences par rapport au tournant sont importantes, l'Union communiste, que conduisent notamment deux vétérans du PCI et de la NCI, Mario Bavasano (Giacomi) et Teresa Recchia. Le délégué grec au SI, Yotopoulos dit Vitte, part également avec le « groupe juif » et il s'ensuit une scission de la section grecque, qui était de loin la plus importante numériquement avec ses 4 000 membres.

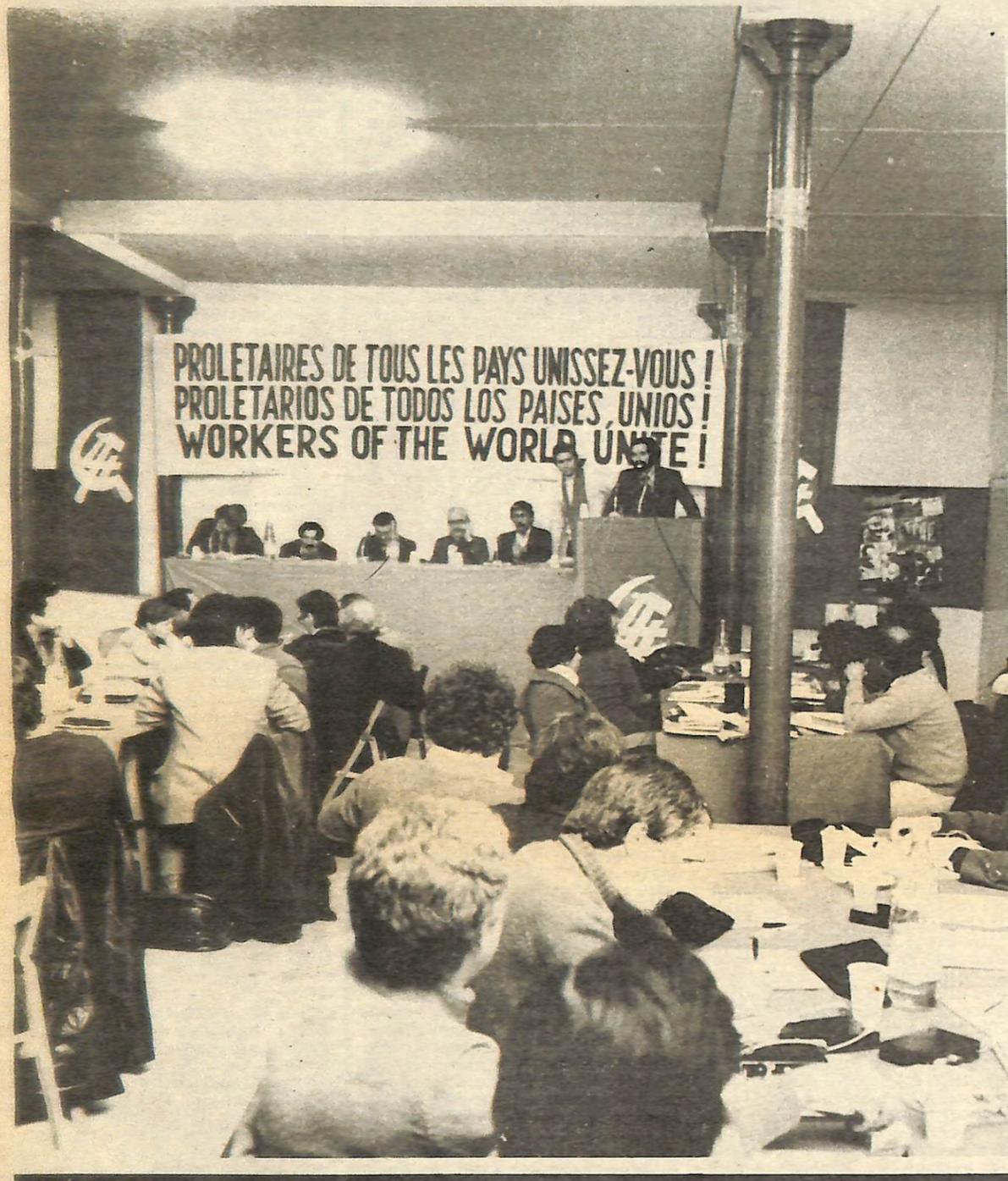
La crise à propos du « tournant français » est infiniment plus grave, au sein de la section française, puis dans la LCI. Deux groupes français quittent la section : Naville — hostile aux méthodes appliquées et au tournant pour des questions tactiques — et Lhuillier, hostile par principe et qui va rallier l'Union communiste. Le principal dirigeant allemand Eugen Bauer (Erwin H. Ackerknecht), membre permanent du SI, et avec lui la majorité de la direction de la section allemande à l'étranger dénoncent le tournant comme une capitulation devant la social-démocratie, une manifestation de ce qu'ils appellent « la crise du communisme ». Le représentant belge au SI, Vereeken, désavoue le « tournant français » avant d'être désavoué par son organisation. Sneevliet et le RSP sont non seulement opposés au tournant français, mais refusent d'admettre que la décision ait pu relever de la seule section française... et de Trotsky, sans consultation préalable du SI. La Izquierda comunista d'Espagne condamne du même mouvement l'entrée en France et la suggestion que fait Trotsky d'entrer en Espagne dans le PSOE et les JS. Georges Breitman relève à juste titre qu'au plénum de septembre 1934, la déci-

sion d'approuver l'entrée de la section française n'est finalement acquise que du fait de l'absence volontaire des Espagnols et de la rupture de Bauer. Au SI au moins, deux dirigeants et non des moindres sont opposés au tournant français, Ruth Fischer et Leonetti — lequel parlera même de « retour à Barnum » —, mais Trotsky insiste pour qu'ils conservent leurs responsabilités, ce qu'ils font.

La discussion sur l'« entrisme » — le mot a été forgé par Vereeken — se déroule dans toutes les sections, non sans y faire des ravages. La section allemande illégale est coupée en deux sur cette question qui fait l'essentiel du débat de sa conférence illégale à Dietikon en décembre 1934. Trotsky a approuvé l'entrée des JL dans les JGS, mais il formule des réserves sur l'entrée des adultes dans le POB du fait des conditions politiques nouvelles : participation des dirigeants du POB à un gouvernement van Zeeland d'union nationale, capitulation du leader de gauche, Paul Henri Spaak, devenu ministre, conditions draconiennes et filtrage de l'entrée des trotskystes dont certains, comme Lasoïl, ne sont pas admis et qui doivent abandonner leur journal. Mais les partisans belges de l'entrée vont de l'avant. Vereeken rompt, comme rompt en Pologne l'organisation de Lodz, hostile à l'entrée. L'organisation allemande de Neurath, déjà « entrée » en fraction dans le parti social-démocrate, reste à la porte de la LCI. Le parti bolchevique-léniniste de Cuba croit appliquer une forme d'entrisme adaptée en se fondant dans l'organisation nationaliste Joven Cuba d'Antonio Guiteras, tandis que les Chiliens affirment que c'est la ligne « entrisme » qu'ils appliquent en entrant dans le « Bloc des gauches ». Au sein du WPUS, Hugo Oehler, un ancien du PC, déjà hostile à la fusion avec les « mustistes », construit une fraction anti-entrisme et tout l'année 1935 est consacrée à de violentes luttes fractionnelles que l'exclusion d'Oehler et des siens, en octobre 1935, ne termine pas.

Dans le prochain numéro : « Vers la IV^e Internationale »

Résolutions de la Conférence mondiale ouverte



Résolution politique

Fin décembre 1980, la Conférence mondiale ouverte se tenait à Rome et réunissait la quasi-totalité des forces se réclamant du trotskysme. Ce succès historique devait se traduire par l'adoption de résolutions politiques, de thèses programmatiques, de statuts et d'une direction internationale, avancée permettant la fondation de la « IV^e Internationale (Comité international) ».

D'ores et déjà, nous avons publié un certain nombre de documents de la conférence, tels que les résumés des résolutions d'unification au Venezuela et au Brésil, tels que la « Lettre ouverte au Secrétariat unifié », tels que les thèses, le texte programmatique fondamental de la « IV^e Internationale (Comité international) ». Afin de poursuivre le compte rendu de la conférence, nous publions prochainement les statuts de la « IV^e Internationale (Comité international) » ainsi que d'autres résolutions.

Pour ce numéro 5, nous présentons ici la résolution politique générale et les résolutions sur le Nicaragua et sur la Pologne.

Du 19 décembre au 28 décembre 1980, s'est tenue la Conférence mondiale ouverte que le « Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale » a convoquée et organisée. Elle a décidé de constituer la « IV^e Internationale (Comité international) ». La Conférence mondiale ouverte s'est tenue à un moment où la montée révolutionnaire du prolétariat, des masses exploitées et opprimées s'accroît dans le monde ; où s'aggrave

la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires au centre desquelles est la bureaucratie du Kremlin ; où l'ordre établi à Yalta et Potsdam par la coopération contre-révolutionnaire de l'impérialisme US et de la bureaucratie du Kremlin, déjà fortement entamé, marche à sa dislocation, en raison même de la montée révolutionnaire qui contraint l'impérialisme et la bureaucratie à renforcer leur alliance contre la révolution.

gne, marqué par la grève générale des ports de la Baltique et le comité de grève de Szczecin (1970), l'explosion de 1976 et la vague de grèves actuellement en cours, qui revendique le droit de constituer des syndicats et le parti ouvrier socialiste. Et en URSS même, comment à se développer des actions et des grèves qui vont dans le même sens qu'en Pologne. »

Les thèses insistent sur l'importance capitale de la défaite de l'impérialisme au Vietnam pour le processus révolutionnaire mondial, sur celle de l'ouverture de la révolution portugaise. Mais il faut encore rappeler que le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale se constituait alors que la révolution prolétarienne en Iran venait de balayer la dictature sanglante du chah et immédiatement après que la guerre civile et la grève générale insurrectionnelle aient également balayé la non moins sanglante dictature de Somoza. Avec la révolution en Iran, un pilier de l'ordre de Yalta et Potsdam s'effondrait au Moyen-Orient et en Orient, avec la révolution au Nicaragua, la révolution prolétarienne était mise à l'ordre du jour en Amérique centrale. La révolution au Nicaragua, la guerre civile au Salvador rencontrent un puissant écho en Amérique latine.

Depuis, d'autres grandes luttes de classe se sont développées, mais les plus importantes sont incontestablement la guerre civile au Salvador et surtout le nouveau chapitre de la révolution politique que le prolétariat de Pologne a commencé d'écrire au cours de la grève généralisée de juillet-août 1980.

La révolution au Nicaragua, la guerre révolutionnaire au Salvador mettent en cause la domination impérialiste et les rapports entre les classes en Amérique centrale et pour toute l'Amérique latine. La révolution politique qui a commencé en Pologne met en cause la domination, le pouvoir et l'existence de la bureaucratie polonaise et, par voie de conséquence, le pouvoir et l'existence de toutes les bureaucraties parasitaires en Europe de l'Est, le contrôle de la bureaucratie du Kremlin sur l'Europe de l'Est, son pouvoir et son existence en URSS même. C'est pour contenir la révolution prolétarienne en Europe de l'Est qu'en 1944-1945, la coalition impérialiste victorieuse et la bureaucratie du Kremlin ont divisé l'Europe et l'Allemagne en deux. La révolution politique en Pologne remet en cause en faveur du prolétariat tous les rapports entre les classes en Europe, tend à reforger au feu de la révolution l'unité de combat des prolétariats européens, et du prolétariat allemand, notamment. Elle met en cause tous les rapports politiques qui subsistent de Yalta et de Potsdam en Europe et dans le monde.

C'est pourquoi se sont dressées contre elle les forces coalisées de la contre-révolution : l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires (celle de Cuba comprise).

Alors que la révolution dans le monde connaît de nouveaux développements (Iran, Nicaragua, Salvador, Pologne), la coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires connaît elle aussi de nouveaux développements. L'axe, le pivot de la coalition contre-révolutionnaire, c'est l'impérialisme américain qui s'appuie sur la collaboration des bureaucraties parasitaires, avant tout sur celle du Kremlin et sur la bureaucratie chinoise, utilisant la compétition contre-révolutionnaire de Moscou et de Pékin dans le cadre de la « coexistence pacifique ». La coopération contre-révolutionnaire du Kremlin s'est exprimée notamment dans l'intervention militaire du Kremlin en Afghanistan, la guerre d'agression que l'Irak a engagée contre l'Iran. Sur tous les fronts de la lutte des classes, en Europe occidentale, en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, etc., la bureaucratie du Kremlin et ses agences appuient inconditionnellement les régimes politiques bourgeois en crise et l'impérialisme en crise contre le prolétariat et les masses exploitées.

En retour, l'impérialisme et ses agences appuient les bureaucraties, la bureaucratie polonaise et celle du Kremlin, contre le prolétariat et les masses

opprimées. En Pologne, l'Eglise catholique, pilier de la réaction internationale qui depuis près de vingt siècles a toujours été du côté de l'exploitation et de l'oppression, est aujourd'hui au premier rang de la défense du pouvoir de la bureaucratie polonaise.

Mais cette opération contre-révolutionnaire n'amène pas l'impérialisme à détendre sa pression économique, politique et militaire sur l'URSS, l'Europe de l'Est et les pays où le capital a été exproprié, bien au contraire. Déjà, sous l'administration Carter, l'invasion militaire de l'Afghanistan par le Kremlin a été utilisée pour accentuer la pression économique, donner une nouvelle impulsion à l'économie d'armement et à la course aux armements, déclencher une campagne politique destinée à isoler l'URSS, tenter de resserrer les liens de la coalition impérialiste, imposer au peuple américain des « sacrifices » pour la défense du « monde libre ». Carter a commencé à réorganiser une force d'intervention militaire capable d'intervenir sur tous les points du globe, là où l'impérialisme US considère que ses « intérêts fondamentaux » sont menacés. Pour la première fois depuis son désastre au Vietnam, il a tenté une opération militaire à l'extérieur en Iran (dont l'échec n'est certes pas que « technique », mais manifeste les obstacles politiques internes à l'impérialisme américain), sous prétexte de délivrer les prisonniers faits par les étudiants iraniens à l'ambassade américaine. En d'autres termes, Carter a tenté de redonner une « cohérence », qu'elle avait perdue à la suite du Vietnam, à la politique mondiale de l'impérialisme US.

C'est cette politique que veut reprendre, en l'accentuant considérablement, la nouvelle administration Reagan, que d'ores et déjà Carter a mise en œuvre en engageant des moyens considérables, avec l'appui des gouvernements bourgeois vénézuéliens et costaricains, pour aider l'infâme réaction à écraser dans le sang la lutte des masses populaires du Salvador.

L'engagement de l'impérialisme à ne pas intervenir si le Kremlin intervenait militairement en Pologne marque sa volonté de voir à tout prix l'« ordre » rétabli dans ce pays.

Bien qu'en craignant les conséquences déstabilisatrices pour les systèmes politiques bureaucratiques et les systèmes politiques capitalistes, l'impérialisme US met d'ores et déjà en place une politique lui permettant d'utiliser cette intervention pour lancer une fantastique campagne anti-soviétique, aller vers un blocus économique de l'URSS, obtenir l'ouverture la plus large à la pénétration du capital en Europe de l'Est et en URSS, ainsi que de chercher à se donner les moyens politiques de contenir les contradictions sociales, économiques et politiques aux USA, de resserrer et de discipliner plus étroitement la coalition impérialiste et aussi de revenir éventuellement à une politique d'intervention militaire contre les masses en lutte contre l'impérialisme et la bourgeoisie dans les pays semi-coloniaux en Amérique centrale, latine et ailleurs, comme suprême recours contre la révolution.

L'ampleur même des problèmes mondiaux et nationaux que devrait résoudre l'administration Reagan la place dans la même situation et la même impasse où s'est trouvée l'administration Carter.

Les plans contre-révolutionnaires — bien réels — se trouveront confrontés avec la réalité de la lutte des classes mondiale, de la lutte des peuples opprimés et de la lutte des classes aux Etats-Unis.

La nouvelle période de la révolution, celle de « la révolution imminente », son étape actuelle sont celles où, de façon générale, les masses marchent à l'assaut du système capitaliste et des régimes bureaucratiques. Mais ni cette période, ni cette phase ne sont celles où l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires renoncent et vont s'abstenir de combattre, bien au contraire. Il s'agit de la lutte des classes et non d'une classe. De même, l'unité de la lutte des classes mondiale ne signifie pas que son développement ne soit pas inégal, que des situations non révolutionnaires, ou contre-révolutionnaires, dans un certain nombre de pays, ne voisinent pas avec des situations pré-révolutionnaires, révolutionnaires, des crises révolutionnaires, des révolutions ouvertes, et que l'on ne puisse passer des unes aux autres. Mais son développement est étroitement imbriqué, plus combiné que cela ne fut le cas dans aucune autre période, et la dominante, c'est la montée de la révolution prolétarienne, la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires.

Les conditions politiques et économiques qui ont permis Yalta et Potsdam et



le relatif équilibre qui s'est maintenu depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale s'épuise. Sous l'effet de la montée de la révolution prolétarienne, de l'épuisement de ces conditions, sont engendrées des crises politiques qui minent la coalition impérialiste et des crises politiques de direction et des régimes de domination de classe de la bourgeoisie dans les pays semi-coloniaux, en Europe, et jusqu'aux USA. Dans les pays semi-coloniaux, le développement capitaliste de ces dernières décennies, là où il s'est produit, loin d'apporter la prospérité, a, au contraire, engendré une extraordinaire misère, et surtout provoqué une décomposition des anciennes structures économiques, sociales et politiques, sans en constituer de nouvelles qui soient stables, d'où une instabilité chronique qui va croissant et ne peut que s'accroître encore.

Dans les métropoles impérialistes d'Europe, de multiples régimes politiques sont en crise : France, Italie, Espagne, Belgique.

Au Portugal, la crise a comme fondement les conséquences de la révolution ouverte en 1974 par le renversement du régime salazariste ; révolution qui, si elle a été contenue par la politique social-démocrate et stalinienne, n'a pas encore permis à la bourgeoisie d'assurer la stabilité de l'Etat bourgeois que la bourgeoisie, avec l'aide des appareils contre-révolutionnaires, reconstruit. Il faudrait que le processus contre-révolutionnaire aille jusqu'à l'écrasement des masses pour assurer les conditions d'une stabilité de l'Etat bourgeois au Portugal.

Dans d'autres cas, des régimes politiques qui jusque-là semblaient des instruments efficaces de la domination de

la bourgeoisie manifestent leur fragilité comme conséquence du développement de la lutte des classes : Angleterre, où les conséquences de la lutte révolutionnaire du peuple irlandais pour son indépendance et son unité se cumulent avec la lutte des classes en Angleterre même ; Allemagne de l'Ouest, où la stabilité du régime est en dernière analyse assurée par la division de l'Allemagne.

Le système politique de l'impérialisme le plus puissant, les USA, est également en crise. L'impérialisme américain subit les effets de l'accumulation des contradictions de l'ensemble du système impérialiste qu'il a dû prendre en charge (comme Trotsky l'avait pronostiqué) et de l'inadéquation des rapports politiques hérités du passé aux tâches actuelles de l'impérialisme US exigeant la centralisation politique la plus poussée, l'Etat fort capable de discipliner toutes les classes de la société américaine, y compris les différentes couches de la bourgeoisie. La réalisation d'un tel objectif se heurte avant tout à la puissance du prolétariat américain, à ses traditions démocratiques et à son organisation.

Aujourd'hui, seule la politique de soutien inconditionnel des régimes politiques bourgeois en place que pratiquent les appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier, PC, social-démocratie, appareils des centrales syndicales, contient les crises de domination de classe des bourgeoisies.

L'épuisement des conditions qui ont permis Yalta et Potsdam et le relatif équilibre des décennies qui ont suivi se traduisent également dans la fin du boom économique d'après-guerre dans les pays capitalistes dont ont bénéficié les métropoles impérialistes, et également dans la crise de la gestion de l'économie par les bureaucraties parasitaires dans les pays où le capital a été exproprié. La crise qui s'est annoncée par la crise du dollar et du système monétaire international, et qui s'est ouverte en 1974, reste endémique. Elle annonce la dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail, et se répercute durement à l'Est de l'Europe et en URSS. Crise économique et politique, montée révolutionnaire du prolétariat se combinent et se nourrissent réciproquement. Compte tenu des rapports actuels entre les classes, marqués par la montée révolutionnaire du prolétariat, la crise économique et ses conséquences accentuent et accélèrent cette montée révolutionnaire.

Au contraire de ce qu'on prétendu les révisionnistes, il ne s'est pas agi d'une nouvelle période de développement des forces productives. La condition première du « boom » économique d'après-guerre a été la politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, des bureaucraties réformistes, des appareils syndicaux qui ont contenu la vague révolutionnaire à la fin de la guerre et dans l'immédiat après-guerre, contribuant décisivement à la reconstruction des Etats bourgeois démantelés en Europe, subordonnant les masses à la reconstruction de l'économie capitaliste.

Le « boom » de l'économie capitaliste a eu comme condition un fantastique parasitisme, l'énorme volant d'entraînement d'une économie d'armement depuis 1949. Il faut insister sur le fait que se sont étroitement imbriqués

les besoins organiques du capital et les exigences politiques qui se sont imposées à l'impérialisme en général et à l'impérialisme américain en particulier, de fantastiques dépenses pour contenir et tenter de refouler le prolétariat mondial ainsi que pour préparer une guerre visant à la reconquête des pays où le capital a été exproprié et à la restauration dans ces pays du mode de production capitaliste.

Le résultat en est une accumulation d'une masse immense du capital fictif. De plus en plus, la politique économique des Etats bourgeois, en premier lieu celui des USA, devient erratique, comme le montre la hausse extraordinaire, puis la baisse et à nouveau une hausse encore plus fantastique des taux d'intérêts aux USA. Au bout, il y a la catastrophe, quelles que soient encore les étapes possibles qui peuvent exister.

Lutte des classes, relations politiques et économiques s'enlacent indissolublement et amènent à une période révolutionnaire sans précédent, à un saut qualitatif dans la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, dont celle du Kremlin. L'importance de la Conférence mondiale ouverte est la constitution de la « IV^e Internationale (Comité international) » qui ordonne le combat pour la construction de partis révolutionnaires, de partis de la IV^e Internationale dans chaque pays. Le déclenchement de la révolution prolétarienne n'est pas la victoire de la révolution, dans quelque pays que ce soit. La crise des Etats ouvriers bureaucratiques démontre que, même là où le capital a été exproprié, une nouvelle révolution, une révolution politique est nécessaire. Pour la mener à la victoire, un parti de la IV^e Internationale est nécessaire, comme pour mener à la victoire la révolution sociale dans les pays capitalistes. La victoire de la révolution menée sous la direction des partis de la IV^e Internationale dans un ou plusieurs pays serait un pas gigantesque sur la route de la victoire définitive du prolétariat mondial et du socialisme, mais pas encore cette victoire, et pas même encore la victoire définitive de la révolution dans ces pays.

Pour la victoire de la révolution mondiale, pour le socialisme, la IV^e Internationale est indispensable.

Au moment où la révolution se développe en Pologne, en Iran, au Nicaragua, au Salvador, où vont se présenter d'autres crises révolutionnaires, d'autres révolutions, où, dans le même processus, les bourgeoisies et les bureaucraties s'efforcent de barrer la route à la révolution qui seule peut sauver l'humanité de la barbarie, la dimension internationale du combat prolétarien dans chaque pays est d'autant plus indispensable, le combat pour éliminer le révisionnisme des rangs de la IV^e Internationale ne l'est pas moins.

Alors que se précise et s'accroît la montée de la révolution prolétarienne, qu'en conséquence s'accroît la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, dont au premier chef celle du Kremlin, ce qui pousse à la dislocation de l'« ordre » de Yalta et de Potsdam, la constitution de la « IV^e Internationale (Comité international) » peut et doit assurer les conditions de la reconstruction définitive de la IV^e Internationale et de la construction de ses partis.

politique en Pologne a commencé sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. Arrachés par la grève générale du mois d'août 1980, structurés à l'échelle nationale en une centrale indépendante, sous la pression directe du mouvement des masses, reconnus dans leur existence légale à la suite d'un nouvel affrontement majeur entre le prolétariat et la bureaucratie, les syndicats indépendants *Solidarité* qui, après quelques semaines d'existence, organisent déjà 10 millions de travailleurs, constituent, par leur existence même, une première et formidable victoire de la révolution polonaise.

En commençant à construire ses propres organisations de classe indépendantes, la classe ouvrière a ouvert la voie à toutes les catégories de la population laborieuse qui souffrent, à un titre ou à un autre, de l'arbitraire bureaucratique : contre la bureaucratie parasitaire, paysans, étudiants, médecins, enseignants, etc., ont entrepris à leur tour d'édifier leurs propres organisations indépendantes.

L'existence même des syndicats indépendants a immédiatement dégagé la nécessité d'arracher et de garantir toutes les libertés indispensables à la lutte du prolétariat et à son organisation indépendante : comme l'indique, là encore, le *Programme de transition*, la lutte pour la liberté des syndicats, pour la liberté de réunion, pour la liberté de la presse se développe d'ores et déjà en lutte pour la conquête et l'épanouissement de la démocratie des conseils ouvriers.

Le pouvoir de la bureaucratie n'a aucune justification, aucune racine propre dans les rapports de production, dans la propriété collectivisée des moyens de production.

Couche parasitaire et contre-révolutionnaire, son pouvoir repose entièrement sur l'usurpation du pouvoir politique. Elle prétend abusivement représenter le prolétariat, alors qu'elle en est l'ennemi irréductible.

Accepter, face à elle, une « représentation » propre du prolétariat au travers de ses organisations syndicales, c'est signer son arrêt de mort. C'est le contenu de la constitution, à l'échelle nationale, des syndicats libres.

De même que les grèves ont été plus que des grèves, mais l'expression même de la mobilisation du prolétariat centralisant son combat, dont le développement pose inéluctablement la question du pouvoir, la constitution des syndicats, c'est déjà le processus de la formation des organes du pouvoir politique de la classe ouvrière.

L'adhésion massive aux syndicats *Solidarité* est inséparable du développement d'ensemble des forces de mobilisation et d'organisation des masses, dans la voie de la constitution d'organismes de pouvoir, notamment du développement d'organismes de type « comités ouvriers » (comités de fondation, commissions ouvrières), et également des expressions conscientes de la tendance à la constitution d'un parti politique de la classe ouvrière (*Comité provisoire pour le parti socialiste polonais du travail*).

Fin novembre, lorsque, sous la menace d'une nouvelle grève générale dans la région de Varsovie, les travailleurs ont exigé et obtenu la libération des militants de *Solidarité* Marozniak et Sapelo, ils ont été amenés à formuler avec netteté une série de revendications remettant en cause directement le pouvoir de la bureaucratie : libération de tous les prisonniers d'opinion, ouverture d'une enquête sur les activités du parquet, de la milice et de la police politique, enquête pour établir les responsabilités concernant les événements de 1970 et 1976, réduction et contrôle du budget du parquet et de la police, sanctions contre les auteurs des directives « secrètes » du parquet de Varsovie contre le KOR et *Solidarité*. C'est ainsi que, dans ce domaine comme dans bien d'autres (contrôle des approvisionnements, de l'information radio-télévisée, de l'administration, etc.), de la constitution même d'authentiques syndicats et d'une centrale syndicale indépendante de l'Etat et du parti de la bureaucratie tendent à se dégager les premiers éléments d'une situation de double pouvoir.

La tâche de l'avant-garde est de nourrir ce mouvement, d'impulser et de développer dans cette situation de « double pouvoir » les éléments du pouvoir ouvrier, dans la voie de leur centralisation à l'échelle nationale : tout le développement de la lutte de la classe ouvrière tend à mettre à l'ordre du jour la représentation nationale unifiée de toutes les formes de pouvoir ouvrier.

D'ores et déjà, l'existence des syndicats et de la centrale *Solidarité* organisant 10 millions de travailleurs (parmi lesquels deux millions — sur un total de trois millions — de membres du POUP)

Résolution sur la Pologne

La révolution politique a commencé

L'action des masses a d'ores et déjà contraint la bureaucratie contre-révolutionnaire à des reculs qui mettent en cause son existence même comme caste dominante, qui entravent le fonctionnement de son appareil d'Etat et qui ont conduit à une crise explosive de l'institution clé de cet appareil d'Etat, le parti de la bureaucratie.

La révolution politique en Pologne ébranle le monde. Contre elle, la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire se resserre.

La bureaucratie du Kremlin intervient par tous les moyens dont elle dispose contre la révolution polonaise. Aux menaces lancées de Moscou se joignent celles des dirigeants des bureaucraties satellites à Prague, à Berlin-Est, et jusqu'à La Havane. Les préparatifs militaires d'intervention sont

aujourd'hui des moyens de pression politique. Demain, la bureaucratie, si elle l'estime nécessaire pour sauver le pouvoir bureaucratique, utilisera les moyens militaires comme en Allemagne de l'Est en juin 1953, en Hongrie contre la révolution hongroise des conseils en novembre 1956, en Tchécoslovaquie en mai 1968.

Ce qu'expriment les déclarations des représentants de l'impérialisme, c'est le contenu contre-révolutionnaire de la « coexistence pacifique » qui se matérialise ici dans l'appui, contre la révolution, de l'impérialisme à la bureaucratie.

Appui dont l'une des manifestations est la manière dont la hiérarchie catholique en Pologne — et l'Eglise catholique n'est pas qu'une réalité nationale — se

range ouvertement du côté de la bureaucratie appelant à préserver le monopole du pouvoir du parti de la bureaucratie.

Jamais peut-être le contenu social de la révolution politique — c'est-à-dire le fait qu'elle est une révolution prolétarienne, qu'elle est l'expression, dans les pays où le capital a été exproprié mais où le pouvoir politique est détenu par une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire, de la révolution prolétarienne mondiale — n'est apparu avec autant d'évidence, dès les premières phases de la mobilisation des masses.

La revendication qui unifiait, qui centralisait leur combat, c'était celle de la constitution d'organisations syndicales indépendantes de l'Etat et du parti bureaucratique, d'une centrale indépendante de classe qui est au cœur de la

constitution du mouvement ouvrier et que le développement de la lutte des classes repose à chaque instant.

La montée révolutionnaire du prolétariat polonais s'est également exprimée de la manière la plus « classique » qui soit : « *Ce ne sont plus les grèves, mais la grève, le rassemblement au grand jour des exploités.* » Les formules de Trotsky pour caractériser la grève générale de juin 1936 en France, comme celles de Rosa Luxemburg après 1905 : « *La grève générale est le mode de mouvement propre du prolétariat* », s'appliquent parfaitement au déferlement révolutionnaire de juillet 1980 à aujourd'hui.

Comme l'indique le programme de fondation de la IV^e Internationale, le *Programme de transition*, la révolution

a entraîné le développement d'une grave crise de l'appareil d'Etat bureaucratique, le quasi-démantèlement des pseudo-syndicats officiels, la multiplication de tous les symptômes d'une crise profonde de démoralisation et de décomposition du parti de la bureaucratie. C'est ainsi que la défense des syndicats indépendants, de leurs militants et de leurs prérogatives arrachées par la grève générale approche inévitablement l'heure d'un affrontement décisif entre le prolétariat et la bureaucratie.

Comme dans toute révolution, c'est la question du pouvoir qui, d'ores et déjà, se trouve posée. La bureaucratie en est parfaitement consciente. Après avoir tenté de s'opposer à la centralisation à l'échelle nationale des syndicats *Solidarité*, elle a exigé l'insertion dans les statuts de la reconnaissance du rôle dirigeant du parti, le POUP, avec l'appui sans réserve de la hiérarchie catholique, relayée par certains dirigeants de *Solidarité* qui cherchent à toute force à remettre en cause le caractère indépendant des syndicats pour s'opposer à l'indépendance de classe du prolétariat. Il reste que la classe ouvrière a massivement exprimé son rejet de toute reconnaissance du rôle dirigeant du POUP par les masses comme le représentant de la bureaucratie parasitaire. Le rejet par les masses de la reconnaissance du rôle dirigeant du POUP pose dans les faits la question cruciale de l'organisation indépendante du prolétariat, la question du parti ouvrier indépendant, ou de partis ouvriers indépendants. La classe ouvrière refuse d'identifier les conquêtes socialistes qu'elle défend, la propriété d'Etat et l'économie planifiée, avec le monopole politique de la bureaucratie et de son

parti qu'elle rejette. L'existence même des syndicats indépendants, la volonté unanime du prolétariat d'étendre et de consolider leur pouvoir dans tous les domaines face au pouvoir de la bureaucratie dégage d'ores et déjà la question du parti ouvrier indépendant comme la question centrale de la prochaine étape de la révolution politique qui s'est ouverte en Pologne.

La lutte pour la constitution d'un tel parti est inséparable de la défense inconditionnelle — ce qui signifie nullement l'alignement sur leur politique — des organismes qui ont affirmé leur indépendance politique face à l'appareil bureaucratique et qui sont aujourd'hui la cible principale des attaques de la bureaucratie secondée par l'Eglise : défense inconditionnelle du KOR et de Jacek Kuron, libération de Moczulski et de ses camarades du KPN !

La gestion bureaucratique de l'économie planifiée, le pillage et le gaspillage bureaucratiques ont conduit la Pologne dans un état de quasi-banqueroute. L'endettement gigantesque contracté par la bureaucratie en vue de différer sa propre faillite permet à l'impérialisme d'aggraver sa pression dans tous les domaines. La lutte du prolétariat pour en finir avec le despotisme bureaucratique et sortir le pays de la crise effroyable où l'ont enfoncé trente-cinq années de direction stalinienne se confond entièrement avec la défense, contre l'impérialisme et la bureaucratie qui relaie sa pression, de la propriété d'Etat et de l'économie planifiée issues de l'élimination du capitalisme.

Pour la IV^e Internationale, la défense inconditionnelle de la révolution politique qui a commencé en Pologne se confond entièrement avec la défense des

conquêtes socialistes, de la propriété d'Etat et de l'économie planifiée, gravement menacées par la gestion bureaucratique. L'agitation qui doit être menée partout dans tous les pays contre la menace d'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin inclura la dénonciation systématique des campagnes de l'impérialisme qui visent à encourager une telle intervention et à utiliser la situation ainsi créée pour intensifier les pressions diplomatiques, économiques et militaires contre l'URSS et les conquêtes socialistes en Europe de l'Est.

La révolution politique qui s'est ouverte en Pologne manifeste puissamment la tendance mondiale du prolétariat à se réorganiser sur un nouvel axe. La constitution d'authentiques syndicats indépendants ouvre la voie dans laquelle s'engageront demain les prolétariats de toute l'Europe de l'Est et de l'URSS.

Elle ébranle la bureaucratie du Kremlin et son appareil mondial. Elle déstabilise tout l'ordre européen et mondial édifié au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Elle renforce considérablement la détermination de tous les prolétaires d'affronter et surmonter les obstacles bureaucratiques qui entravent leur propre mouvement.

D'ores et déjà, répétons-le, c'est une forme de « dualité de pouvoir » qui se constitue. La question du pouvoir est posée et elle met au premier plan, contre la bureaucratie, la nécessité du parti de la classe ouvrière.

La révolution politique en Pologne est aujourd'hui à la phase de l'irruption spontanée des masses en l'absence d'un parti révolutionnaire. En ce sens, si l'on se réfère au calendrier de la révolution

russe, on peut dire que dans un contexte social différent, la révolution politique en Pologne en est à son « février ».

En l'absence d'un parti révolutionnaire, la classe ouvrière polonaise fait face à des obstacles considérables et à de graves dangers.

La menace d'une intervention contre-révolutionnaire se précise. Toutes les données politiques en ont été fournies par l'impérialisme, par la bureaucratie du Kremlin, par les bureaucraties satellites, par l'appareil stalinien international. En Pologne même, au sein des organisations de la classe ouvrière, la contre-révolution — directement exprimée par l'Eglise combattant farouchement pour défendre le pouvoir de la bureaucratie — est à l'œuvre, cherchant à fourvoyer, à disloquer le mouvement de classe.

La « IV^e Internationale (Comité international) » assurera d'une solidarité effective le combat des militants ouvriers qui ont nettement posé la question du parti ouvrier indépendant en constituant le « Comité provisoire pour le Parti socialiste polonais du travail ».

Au travers du combat pour le parti ouvrier indépendant, c'est la question de la construction du parti révolutionnaire, de la section polonaise de la IV^e Internationale qui est posée.

L'affrontement est inévitable entre le prolétariat et la bureaucratie. Le renversement révolutionnaire de la bureaucratie, un « Octobre » victorieux ne sont possibles que par la construction du parti révolutionnaire, du parti de la IV^e Internationale, comme le parti gagnant à son programme et à ses mots d'ordre la majorité de la classe ouvrière et se plaçant à sa tête dans le combat pour la liquidation de la bureaucratie.

gouvernement accentue son caractère bonapartiste sui generis.

Les crises de la junte de gouvernement et les conflits croissants avec la bourgeoisie ont comme base la lutte des masses. Malgré le prestige que le FSLN a pour contrôler et interdire les grèves ou les actions directes, la résistance des travailleurs aux plans d'exploitation se manifeste de multiples façons. Les plus fréquentes ont été des revendications salariales. Les grèves des ouvriers dans les grandes raffineries de sucre et les mobilisations des ouvriers du bâtiment ont été des exemples significatifs, en 1980, des luttes qui ont forcé le FSLN à faire des concessions contraires à ses propres plans de « réactivation ». Dans les campagnes également, il y a eu des luttes exigeant du crédit et des terres. Les décrets sur l'affectation de certaines terres en friche sont une réponse à ces pressions. Toutes ces luttes indiquent que les masses avancent dans la voie de leur expérience de la direction sandiniste, et leurs nécessités et aspirations commencent à se heurter à la politique de collaboration de classes ; cependant, il s'agit d'un processus qui commence, et qui n'a pas encore atteint des dimensions nationales. C'est dans cette direction que se concentrent les efforts des camarades de la LMR pour construire un parti révolutionnaire.

Les modifications de la politique impérialiste, comme un résultat de la montée de la révolution mondiale, et en particulier en Amérique centrale, se sont exprimées dans de plus grandes pressions sur le FSLN pour qu'il fasse des concessions à la bourgeoisie et pour qu'il continue à respecter les intérêts économiques des compagnies impérialistes. Le FSLN se trouve dans la situation contradictoire de devoir appliquer des plans d'austérité encore plus durs pour les masses, comme celui qui a été annoncé pour 1981, et, en même temps, d'avoir à s'appuyer sur les masses et leur mobilisation. D'un côté, la bourgeoisie et l'impérialisme nourrissent la contre-révolution, et, de l'autre, les masses procèdent à la radicalisation de la révolution. Cette situation amène le FSLN à chercher un renforcement de l'appareil bureaucratique et militaire, et, en même temps, à élargir l'organisation des masses et à raffermir son contrôle sur elles.

L'organisation de l'entraînement militaire de la population par le EPS, qu'on a appelé milices, est une expression de ces contradictions : d'un côté, les dangers de la contre-révolution en Amérique centrale, et, de l'autre, la pression des masses pour participer à la défense de la révolution.

Les variations dans la politique impérialiste n'ont pas signifié une modification qualitative dans la ligne d'appui économique du GRN. Si cette politique des USA a eu des contradictions internes, l'impérialisme yankee continue pour le moment à utiliser les crédits et l'aide économique comme instruments d'intervention, de négociation, et comme une arme contre-révolutionnaire.

Les crédits des institutions financières internationales, des bourgeoisies latino-américaines et d'Europe et du gouvernement américain indiquent que l'impérialisme continue, pour le moment, à soutenir le GRN et ses plans, comme un recours utile pour leurs propres intérêts en freinant la révolution et en ouvrant la voie à la contre-révolution. Dans cette voie, le stalinisme et la social-démocratie se sont donnés une tâche commune. L'URSS, dans le cadre de la politique de coexistence pacifique, maintient sa politique d'entente avec les USA et s'efforce ainsi de garantir la stabilisation ; Cuba maintient ses liens étroits avec les sandinistes, se donnant pour tâche d'appuyer de toutes ses forces la continuité d'un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie ; d'un autre côté, les social-démocrates, à l'échelle internationale, proclament un appui ferme au FSLN et au GRN comme moyen de sauvegarder l'ordre bourgeois et d'empêcher un nouveau Cuba en Amérique centrale.

La révolution prolétarienne au Nicaragua, malgré la politique petite-bourgeoise du FSLN, continue son cours, en étroite relation avec la révolution en Amérique centrale, dont elle fait partie. La politique de la « IV^e Internationale (Comité international) » envers le Nicaragua est déterminée par la nécessité de surmonter la crise de direction, en luttant pour la victoire de la révolution en Amérique centrale.

— Défense inconditionnelle de la révolution nicaraguayenne !

— Les bourgeois hors du gouvernement !

— Nous nous adressons au FSLN au nom des masses : « Rompez avec la bourgeoisie ! »

— Avançons vers le gouvernement ouvrier et paysan !

— Pour la fédération socialiste d'Amérique centrale et des Caraïbes !

Résolution sur le Nicaragua

Défense inconditionnelle de la révolution ! Nous nous adressons au FSLN au nom des masses : Rompez avec la bourgeoisie ! Avançons vers le gouvernement ouvrier et paysan !

La victoire au Nicaragua en juillet 1979, avec la défaite de Somoza et de sa Garde nationale, a ouvert la révolution prolétarienne dans ce pays et en Amérique centrale. A des rythmes inégaux, selon les caractéristiques des différents pays, les contradictions de classes dans la région et la crise des gouvernements dictatoriaux se sont aggravées. La guerre civile en cours au Salvador, ainsi que la radicalisation des luttes au Guatemala indiquent qu'il s'agit d'un même processus et que, pourtant, le dénouement définitif se réglera sur l'arène internationale. En d'autres termes, le sort de la révolution au Nicaragua se nourrit dans le développement de la mobilisation et de l'organisation révolutionnaire des masses nicaraguayennes, et, en même temps, la possibilité de la victoire de la révolution prolétarienne dépend de la victoire révolutionnaire au Salvador.

Dix-huit mois après la chute de Somoza, la révolution conserve sa vigueur. Malgré les plans contre-révolutionnaires de l'impérialisme et de la bourgeoisie et la politique du gouvernement de reconstruction nationale (GRN), ceux-ci rencontrent, en relation avec le mouvement des masses, les plus grandes difficultés à restructurer l'Etat bourgeois. Cette réalité se reflète dans les différentes institutions par la contradiction permanente entre les forcés qui travaillent à la reconstitution complète de l'appareil d'Etat et les expressions révolutionnaires des masses qui se sont généralisées avec la chute de Somoza, et qui aujourd'hui constituent une multi-

plication extraordinaire de la capacité d'action et d'organisation. Malgré la politique de collaboration de classes impulsée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et son contrôle conjoncturel des formes de mobilisation directe, la situation continue à évoluer objectivement dans un processus d'aggravation croissante et de marche vers de nouveaux affrontements sociaux et politiques.

Le GRN est passé par des crises successives. Le cours de ces événements a sapé ce qui se présentait initialement comme un gouvernement d'« unité nationale » dans lequel participaient, avec un programme commun, le FSLN et toute la bourgeoisie existant aujourd'hui au Nicaragua.

La prétention petite-bourgeoise de reconstruire le pays dans l'harmonie des intérêts des travailleurs, des employeurs capitalistes locaux et des compagnies impérialistes s'est effondrée face à la réalité : le gouvernement a échoué face à la résistance des masses dans l'application des plans économiques d'austérité et, d'un autre côté, la bourgeoisie, en s'appuyant sur les concessions octroyées par les sandinistes, s'est regroupée politiquement et a planifié une lutte ouverte pour augmenter son pouvoir politique dans l'appareil gouvernemental et pour de meilleures garanties économiques.

La rupture de Violeta Chamorro et de Robelo, en avril 1980, afin de faire pression pour une plus grande participation dans le Conseil d'Etat, le retrait du COSEP (centrale patronale - NDLR) et du parti bourgeois du Conseil d'Etat en

octobre, le manifeste d'opposition du COSEP en novembre sont l'expression de l'aggravation des contradictions. La bourgeoisie a réussi à réorganiser ses partis ou à en former de nouveaux comme le MDN, et s'appuie sur les problèmes économiques et sociaux que le FSLN ne résout pas et qui, au contraire, s'aggravent, pour chercher une base, ainsi qu'en ont témoigné par exemple les événements de Bluefields où le refus de prendre en compte les revendications et les problèmes particuliers de la population noire et « miskitis » (qui présentent de nombreux traits d'une minorité nationale) ont conduit à des manifestations que les partis bourgeois ont pu utiliser. Son programme actuel de lutte, c'est l'institutionnalisation d'un régime démocratique bourgeois et une pleine garantie, pour les entreprises capitalistes, dans une « politique néo-libérale avec une moindre intervention étatique ». Cette perspective ne contredit pas la situation actuelle du GRN, et sa politique de collaboration signifie un point d'appui. C'est pourquoi les porte-parole de la bourgeoisie formellement liés au parti conservateur ou au COSEP, et avec l'accord des agences impérialistes, se sont ré-incorporés à la junte pour remplacer Violeta Chamorro et Robelo.

L'intensité de la lutte de classes, malgré la politique du FSLN qui se maintient dans la voie de la préservation de l'« unité nationale » avec la bourgeoisie « patriotique », conduit à des crises du gouvernement de reconstruction nationale.

L'offensive de chantage de la bour-

geoisie a provoqué deux crises gouvernementales. A la première, celle d'avril 1980, lors de la démission de Violeta Chamorro et de Robelo, le FSLN a répondu par la réintroduction de représentants attirés de la bourgeoisie au gouvernement, et par une double concession essentielle : la loi d'« amparo » (destinée à garantir la propriété et ses droits) et l'abrogation de la loi d'urgence.

La deuxième crise, en novembre 1980, s'est exprimée par le départ des représentants du COSEP et du MDN du Conseil d'Etat. Le FSLN a répondu par un appel permanent à la bourgeoisie pour que ses représentants reviennent au sein du Conseil d'Etat, menant des négociations secrètes avec le COSEP. Simultanément, le FSLN s'est vu contraint, face à l'offensive de la bourgeoisie, d'opérer une mobilisation limitée et contrôlée des masses.

L'adoption d'un plan d'austérité pour 1981 et les restrictions au droit de grève s'inscrivent dans cette politique du FSLN de reconstruction de l'économie capitaliste.

Le développement de la lutte des classes, qui s'exprime dans les pas accomplis par des secteurs de la bourgeoisie dans l'opposition ouverte au gouvernement, ne signifie pas que, dans la réalité des faits, on en soit arrivé à la rupture dans le gouvernement entre le FSLN et les patrons capitalistes. La bourgeoisie continue à être représentée dans la junte, et le GRN conserve l'essentiel de son programme initial de collaboration de classes. Face à la situation nationale et aux pressions de l'impérialisme, ce

VENEZUELA

Congrès d'unification

Les 7 et 8 février derniers avait lieu à Caracas, au Venezuela, le congrès d'unification du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR Proletario) et du Parti socialiste des travailleurs (PST). La nouvelle organisation portera le nom de PST (MIR-Proletario) jusqu'à la fin de l'année, puis réalisera un nouveau congrès et adoptera définitivement le nom de Parti socialiste des travailleurs. Comme c'était un congrès d'unification, il avait un caractère paritaire, avec 30 délégués pour chaque organisation, représentant 200 militants en tout.

Des camarades y assistèrent comme invités : Rodolfo, dirigeant du Parti socialiste des travailleurs de Colombie ; Jose Vicente Rangel, qui a été candidat par deux fois à la présidence du Venezuela pour les organisations syndicales et de gauche ; Teodoro Petkoff, dirigeant du Mouvement au socialisme (MAS), et Moises Moleiro, dirigeant du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). Le camarade Julio Cesar, dirigeant syndical national de l'entreprise Ferrominera, était présent aussi.

En s'adressant au congrès, pendant le meeting d'ouverture, les invités ont tous montré l'importance de l'unification des organisations et que la prochaine période se caractériserait par les luttes contre les plans économiques du gouvernement de Herrera Campins. Moleiro a évoqué la nécessité de « frapper ensemble l'ennemi de classe, avec le mouvement de masse qui se prépare ».

Le congrès a élu une présidence d'honneur composée de camarades qui ont donné leur vie dans la lutte pour le socialisme et la construction de la IV^e Internationale. Parmi eux, la camarade Yolanda Gonzalez d'Espagne, assassinée par les fascistes, et Concepcion Burgos, dirigeant syndical salvadorien assassiné par la junte militaire démocrate-chrétienne.

Les rapports présentés au congrès ont été réalisés par le comité de liaison, organisme qui a coordonné les activités des deux partis pendant la période qui précédait l'unification. Les délégués les ont approuvés à l'unanimité.

Le contexte international

Extraits de la déclaration du congrès d'unification : « L'unification du PST et du MIR (Proletario) au Venezuela n'est en aucun cas un hasard, une intention fortuite des directions des deux organisations. Tout au contraire, notre fusion exprime un processus de forme et de contenu international qui engage l'effort de dizaines de milliers de militants dans au moins quarante pays (...). Les forces trotskystes s'unifient sur des bases solides, et leur vocation immédiate est de se transformer en un nouvel axe historique de regroupement des forces dont le prolétariat a besoin pour renverser l'impérialisme et le stalinisme qui ont combiné leurs forces afin d'empêcher la révolution mondiale. » (La Chispa Socialista du 28 janvier 1980)

Autrement dit, c'est la constitution de la « IV^e Internationale (Comité international) » qui a permis cette unification du trotskysme vénézuélien. La nouvelle organisation naît sur des bases solides principielles, dans la lutte pour la construction du parti révolutionnaire du prolétariat au niveau national et international.

Cela a permis à la nouvelle organisation de dépasser aussitôt son caractère paritaire pour adopter des statuts et un régime de fonctionnement caractéristique d'un parti bolchevique. Le congrès a élu un comité central qui orientera l'action des trotskystes, sur la base d'un Texte d'orientation amplement discuté et approuvé à l'unanimité.

La lutte contre l'austérité

Le texte d'orientation fait une analyse de la situation au Venezuela, dans le cadre de la crise générale de l'impérialisme et de la montée révolutionnaire en Amérique latine et dans le monde (Nicaragua, Salvador, Pologne). La nécessité d'affronter la crise et la montée des masses amène le gouvernement de Herrera Campins à lancer une double offensive anti-ouvrière. Sur le terrain international, il apporte une aide matérielle à la junte militaire du Salvador. Sur le terrain national, il cherche à appliquer un plan d'austérité qui signifie une diminution des salaires réels (30 % d'inflation) et une augmentation du chômage.

La bureaucratie syndicale, infé-

du MIR (Proletario) et du PST

Par Daniel Acosta



dée au parti patronal Action démocratique (AD), et les directions des grands partis réformistes font le jeu des plans de la bourgeoisie en entraînant le mouvement des masses dans des discussions interminables sur qui doivent être les candidats présidentiels du mouvement ouvrier alors que les élections n'auront lieu qu'en 1983 !

Contre cette manœuvre, le document soutient : « Levons tout de suite le mot d'ordre de "Convention nationale unitaire des organisations ouvrières politiques et syndicales et des organisations anti-impérialistes", pour élaborer un plan unique de mobilisation contre le gouvernement anti-ouvrier. Au lieu des discussions longues et stériles de la gauche sur ce qui se passera en 1983, nous proposons la convocation de milliers de militants disposés à diriger la lutte contre le gouvernement. »

Cette convention nationale unitaire doit demander à la CTV, la centrale ouvrière, qu'elle appelle à la grève générale nationale contre le plan d'austérité du gouvernement.

Finalement, le congrès a décidé de réaliser une campagne pour exiger du gouvernement qu'il rompe ses relations avec la junte salvadorienne et demander à la CTV qu'elle décrète le boycott pétrolier et portuaire contre le gouvernement du génocide.

C'est avec ces accords fondamentaux sur la situation et les tâches nationales et internationales, que s'est scellée l'unité du trotskysme vénézuélien.

ESPAGNE

Châtiment des assassins de Yolanda Gonzalez !

Plus de 27 000 personnes, le Comité international contre la répression (CICR) et l'Union des étudiants de France (UNEF indépendante et démocratique) ont exigé du ministre de la Justice espagnol la poursuite de l'enquête sur l'assassinat de Yolanda Gonzalez et le châtiment pour les coupables.

C'est le premier bilan de la campagne menée par le Parti socialiste des travailleurs d'Espagne (PST) et le Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI) pour la poursuite de l'enquête sur l'assassinat de Yolanda Gonzalez, dirigeante du mouvement étudiant et militante du PST, le 2 février 1980.

Ce crime, dont le responsable est le Bataillon basque espagnol — organisation armée qui agit impunément en Espagne —, est une des conséquences meurtrières de l'offensive acharnée des fascistes et du gouvernement pour faire taire la contestation étudiante qui a ébranlé l'Espagne fin 1979-début 1980.

Pour protester contre l'assassinat, les étudiants ont alors fait grève ; à Vallecas, dans le quartier où vivait Yolanda, les cafés et les cinémas ont fermé et 10 000 personnes ont défilé en dénonçant les forces de la police et en exigeant « enquête et châtiment ».

Aujourd'hui, un an après sa mort, on continue à lancer le même mot d'ordre, car le juge chargé de l'affaire a décidé de la suspendre pour freiner les recherches, celles-ci mettant de plus en plus en cause non seulement le parti fasciste Force nouvelle, mais aussi des membres des services de renseignements et de sécurité de l'Etat.

La justice espagnole a fermé le dossier de Yolanda car, au fur et à mesure qu'elle avançait dans l'enquête, elle pouvait de moins en moins cacher les coupables. La prétendue démocratie espagnole ne peut pas se juger et se condamner elle-même, ni les bandes fascistes.

Pour riposter contre la décision des juges, une campagne a été menée : collectage de signatures et de pétitions pour la réouverture de l'enquête, appel international aux syndicats, aux organisations étudiantes, aux personnalités et aux partis démocratiques et du mouvement ouvrier pour qu'ils participent à la campagne en envoyant des télégrammes au ministre de la Justice, San Bernardo 47, Madrid, Espagne.

Gloria Duran

Unité des travailleurs colombiens et vénézuéliens

Une des résolutions approuvées par le congrès du PST (MIR Proletario) et soutenue par le camarade Rodolfo, délégué fraternel du PST de Colombie, concerne le problème des travailleurs colombiens au Venezuela. Ces travailleurs sont soumis à un régime brutal de surexploitation, car pour la bourgeoisie vénézuélienne, ils sont une source de main-d'œuvre bon marché dans une époque de crise. Ils sont privés des droits humains les plus élémentaires, sont poursuivis, maltraités par la police sous le moindre prétexte. Quand il n'en a plus besoin, le patronat vénézuélien les regroupe comme du bétail et les jette de l'autre côté de la frontière.

Leur situation n'est pas meilleure dans leur pays, car la bourgeoisie colombienne est incapable de leur garantir un toit, du travail et de la nourriture. La résolution déclare : « Les bourgeoisies colombienne et vénézuélienne utilisent l'arme réactionnaire du chauvinisme patriotique pour maintenir les travailleurs divisés, séparés et trompés, tandis qu'elles agissent unies dans le but de maintenir et préserver l'exploitation des travailleurs et le système capitaliste. »

Tandis qu'elles parlent de la « souveraineté nationale » et de la « défense des frontières », ces bourgeoisies permettent à l'impérialisme de spolier les richesses des deux pays.

La seule solution à ce problème, c'est :

I- L'unité des travailleurs latino-américains (...) contre la bourgeoisie et l'impérialisme.

II- Pour l'égalité des droits syndicaux pour tous les travailleurs, indépendamment de leur nationalité.

III- Pour la cessation immédiate des rafles et des déportations.

IV- Droit à la nationalité pour tous les travailleurs étrangers qui le désirent... car ce sont aussi des exploités par la bourgeoisie vénézuélienne.

V- Pour la Fédération des Républiques socialistes d'Amérique latine, la seule façon de réaliser le rêve de Bolivar sur l'unité latino-américaine, projet piétiné par les bourgeoisies du continent.